



JOURNAL /// ZEITUNG /// GIORNALE

LSCV

Ligue Suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux
Schweizer Liga gegen Tierversuche und für die Rechte des Tieres
Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale
www.lscv.ch

Trimestriel - No 67 /// Mars /// März /// Marzo 2020

Résistance aux antibiotiques,
mutations virales

Pour une recherche éthique et efficace

Le développement des méthodes de substitution est fulgurant depuis une dizaine d'années. La recherche dans le domaine des organoïdes créés à partir de cellules humaines est époustouflante. L'avenir de la recherche pour la santé publique est là, pas dans la réplication à l'infini d'expériences menées sur des millions de souris ou rats dans les laboratoires.

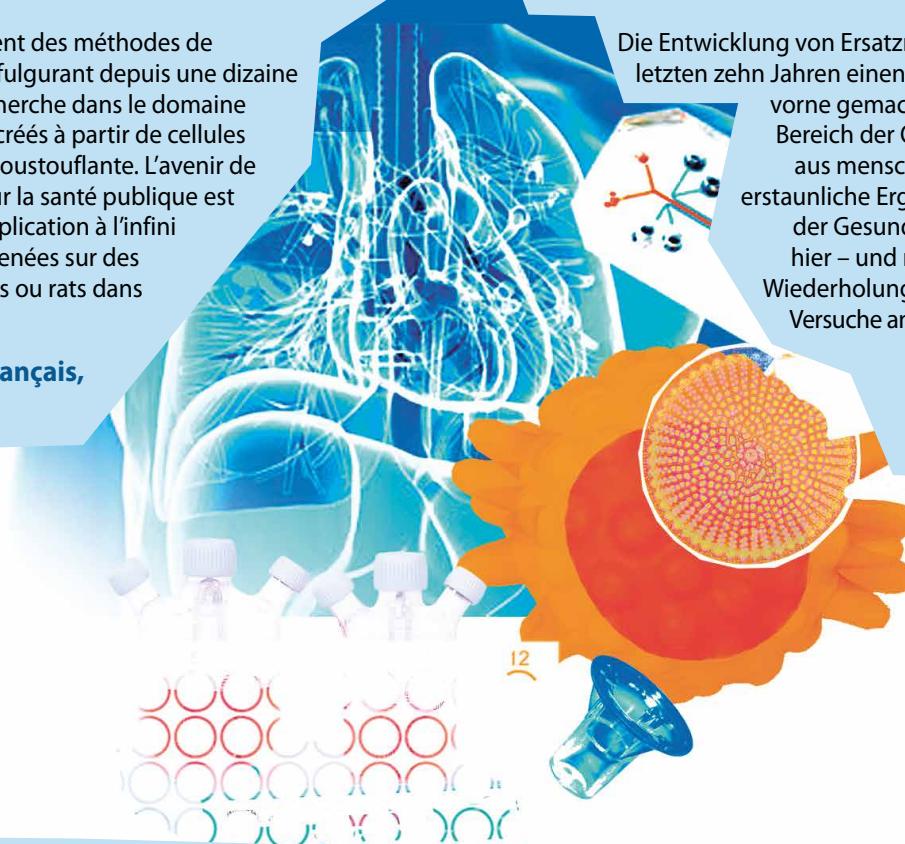
Contenu en Français,
p. 2 - 11

Antibiotika-Resistenz,
Mutation von Viren

Für eine ethische und wirksame Forschung

Die Entwicklung von Ersatzmethoden hat in den letzten zehn Jahren einen grossen Schritt nach vorne gemacht. Die Forschung im Bereich der Organoid-Produktion aus menschlichen Zellen zeitigt erstaunliche Ergebnisse. Die Zukunft der Gesundheitsforschung liegt hier – und nicht in der endlosen Wiederholung der immer gleichen Versuche an Millionen von Labor-Mäusen und -Ratten.

Inhalt Deutsch
S. 12 - 21



Antibiotico-resistenza, mutazioni virali

Per una ricerca etica ed efficace

Negli ultimi dieci anni i metodi sostitutivi sono stati oggetto di uno sviluppo esponenziale. La ricerca nell'ambito degli organoïdi creati a partire da cellule umane è sorprendente. Questo è il futuro della sanità pubblica, non la reiterazione infinita di esperimenti su milioni di topi o ratti da laboratorio.

Contenuto in italiano, p. 22 - 31

Mémento

Chaque don compte !

La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance.
Selon votre lieu de résidence, les dons sont généralement déductibles de vos impôts. Utilisez le bulletin de versement dans ce journal ou procédez par e-banking pour vos dons ou cotisations.

Cotisation annuelle minimale : CHF 15.-

Si cela est possible, préférez les versements par ordre de paiements ou e-banking qui sont gratuits. Chaque versement au guichet postal est facturé par la Poste entre CHF 1.50 et CHF 3.55.

Un immense merci !

Personnes de contact

Vous avez une question concernant le domaine de l'expérimentation animale, un projet à réaliser en lien avec la protection des animaux ou le fonctionnement de la LSCV ?

Notre Président Luc Fournier vous répondra volontiers! Contactez-le : l.fournier@lscv.ch

Vous souhaitez organiser des actions, manifestations ou vous avez envie de rejoindre un groupe de militants actifs ?

Pour la Suisse alémanique, contactez (en allemand) notre Vice-président Benjamin Frei : b.frei@lscv.ch



Pour la Suisse romande, contactez (en français) notre secrétaire du comité Laurianne Nicoulin et Paul Ecoffey : actions@lscv.ch



Vous avez une question administrative ou d'ordre général, vous souhaitez obtenir le contact direct d'un des membres du Comité ? Contactez par mail ou au 022 349 73 37 notre secrétariat : Laurianne Nicoulin (français, anglais) ou Charly Pache (allemand), les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 16h00.



Vous avez une question concernant les aliments pour chiens et chats non testés sur les animaux ? Contactez petfood@lscv.ch

Vous avez une question concernant les actions politiques menées pour la protection des animaux dans notre Parlement fédéral ? Contactez info@animaux-parlement.ch

Les legs sont exonérés d'impôts

La LSCV est reconnue d'utilité publique et les dons et legs qu'elle reçoit ne sont pas taxés fiscalement.

Vous souhaitez nous rendre visite ?

Nous vous accueillons avec plaisir les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00, dans les locaux de notre siège situé à Genève.

Adresse

Chemin des Arcs-en-Ciel 3 - 1226 Thônex
T 0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Adresse courrier

LSCV, Case postale 148, 1226 Thônex

En tant que membre, vous recevez notre journal 4 x par année

N'oubliez pas de nous annoncer votre changement d'adresse. La Poste nous facture CHF 2.-- par journal retourné et ne communique plus les nouvelles adresses. Si vous ne recevez pas votre journal, n'hésitez pas à nous contacter! Les périodes de distribution sont : mars, juin, septembre ou octobre, décembre.

Contribuez à la diffusion des informations

Vous souhaitez distribuer notre journal dans les boîtes aux lettres de votre quartier ou ailleurs ? Nous vous enverrons avec plaisir le nombre d'exemplaires souhaité.

IMPRESSIONUM Ligue Suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux (LSCV)

La LSCV a été fondée à Genève en 1883, dans le mouvement antivivisectioniste né en Angleterre dans les années 1870. La LSCV est une association conforme aux termes de l'article 60 du Code civil suisse. Son fonctionnement, son activité, ses objectifs, la nomination de son comité et l'utilisation de ses avoirs sont fixés par les statuts de l'association, adoptés à l'occasion de l'Assemblée Générale de ses membres le 30 juin 1978. Le siège de la LSCV se trouve à Genève. Un bâtiment acquis sur la commune de Thônex y accueille ses bureaux depuis 1993.

Conformément à l'art.2 de ses statuts, la LSCV vise l'abolition totale de la pratique d'expériences médicales, scientifiques ou commerciales sur l'animal vivant. Elle s'engage pour obtenir sur l'ensemble du territoire suisse, une législation qui garantisse la défense et le respect des droits de l'animal, et pour permettre l'amélioration constante de cette législation et pour contrôler en permanence son application stricte. Elle promeut et encourage financièrement la création de nouvelles méthodes de recherche scientifique permettant la suppression de l'expérimentation animale. Elle encourage et soutient particulièrement les méthodes dites substitutives (ou alternatives), lesquelles font appel à des tissus ou cellules humaines (modèles *in vitro*) provenant par exemple de biopsies pratiquées en milieu hospitalier, ou de données bio-informatiques (modèles *in silico*). Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal en français, allemand et italien édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés en français par la LSCV et traduits /// **PAO et maquette :** LSCV ///

Impression : sur papier recyclé 80 gm² /// **Adresse :** LSCV, Case postale 148, CH - 1226 Thônex

Cotisations et dons

Depuis la Suisse

Compte n° 12-2745-6
IBAN : CH38 0900 0000 1200 2745 6

Depuis l'Europe en EURO

Compte n° 91-438913-2
IBAN : CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC : POFICHBEXXX

Institut : PostFinance, Nordring 8,
3030 Bern

Titulaire : Ligue Suisse contre
l'expérimentation animale et pour
les droits des animaux

Adresse : Case postale 148,
1226 Thônex

Librairie café LSCV

HAPPY BOOKS

Ouvert du lundi au samedi,
9h00 - 19h00. Cuisine 100% végane.
Rue Hans-Geiler 2, 1700 Fribourg
026 321 12 67
happybooks@lscv.ch



Édito

Chers Membres,
chères amies et chers amis de la Ligue,
chères lectrices et chers lecteurs,

En date du 28 février passé, le Tribunal administratif de Genève a rejeté notre recours contre le refus du Département du territoire (DT-OAC) de nous autoriser la construction de 4 abris pour l'hébergement d'animaux sur notre site d'Avusy. Initialement, cette décision du DT-OAC apparaissait clairement comme une mesure de rétorsion contre la LSCV. Depuis des années, nous luttons contre ce Département et sa volonté de réintroduire les tirs d'animaux par les chasseurs, alors que la chasse est interdite dans ce canton depuis 1974. Alors, que le TA suive les arguments partiaux et jusqu'au-boutistes du DT-OAC provoque un sentiment assez désagréable. Mais si nous ne pouvons rien faire contre cette décision, nous ne baissions pas les bras pour autant. Si la loi est appliquée de façon abusive, apprenons à contourner la loi !

Nous sommes entrain de réfléchir aux possibilités de pouvoir malgré tout mener légalement à bien notre projet de site pédagogique, avec des animaux, que cela plaise ou non à l'administration cantonale.

Nous aurons le plaisir de partager avec vous quelques pistes possibles à l'occasion de notre prochaine Assemblée générale, qui se tiendra sur notre site d'Avusy, probablement durant la dernière semaine de juin. L'ordre du jour, la convocation et les comptes 2019 seront publiés dans notre prochain journal.

Depuis le début de l'année, la LSCV s'est également engagée dans des actions de lobbying auprès de nos élu-e-s du Parlement suisse. Grâce à la nouvelle configuration des nos deux chambres fédérales, nous avons bon espoir que cette nouvelle législature de 4 ans puisse être bénéfique aux animaux. Puisque des lois sont injustes, nous nous engageons pour les changer. Et grâce à votre soutien constant, nous devrions pouvoir obtenir des avancées intéressantes. Pour les animaux, mais aussi pour les humain-e-s et l'environnement. Prendre conscience de la cruauté que nous infligeons aux animaux, c'est aussi réfléchir à un monde plus juste.

L'alerte sanitaire à laquelle fait face aujourd'hui notre pays est aussi l'occasion de plaider auprès de nos élu-e-s pour une recherche plus efficace. Il est temps de sortir du dogme de l'expérimentation animale pour enfin développer des modèles d'études éthiques, dont les résultats sont directement applicables à l'être humain.

Nous vous souhaitons à toutes et tous de passer cette période difficile dans les meilleures conditions possibles.

Dans l'attente du plaisir de vous retrouver, nous vous adressons nos meilleures pensées.

Luc Fournier
Président



Pour une recherche éthique et efficace

Le manque de prédictibilité du modèle murin pour les maladies infectieuses a beau être régulièrement relevé depuis des dizaines d'années, aucun moyen n'est réellement mis en œuvre par nos autorités pour y trouver une solution.

Celle-ci ne peut pas provenir des chercheurs, mis sous pression pour publier coûte que coûte, même des publications qui le moment venu démontrent leur inutilité. Sans publications régulières, pas de financement de sa recherche ni poursuite de sa carrière académique.

Bien sûr, l'utilisation d'animaux permet de mener une étude dans un système complet, qu'aucun modèle substitutif ne permet encore de reproduire. Et alors ? Au delà de la cruauté de ces études, quel est le réel intérêt d'utiliser un organisme « complet », si celui apporte de mauvaises connaissances et ralentit la recherche ?

Le développement des méthodes de substitution est fulgurant depuis une dizaine d'années. La recherche dans le domaine des organoïdes créés à partir de cellules humaines est époustouflante. L'avenir de la recherche pour la santé publique est là, pas dans la réplication à l'infini d'expériences menées sur des millions de souris ou rats dans les laboratoires.

Le remplacement de l'expérimentation animale doit maintenant être encouragé par nos autorités, qui disposent des moyens financiers nécessaires pour exiger des instituts publics qu'ils s'engagent dans cette voie. Que nos impôts soutiennent une recherche au service de la santé publique, pas à celle de nos Hautes écoles ou carrières académiques. L'excellence de la recherche doit servir à sauver des vies, pas à cumuler des publications inutiles.



Initiative populaire

Oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine

Lancée le 3 octobre 2017, l'initiative populaire «Oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine – Oui aux approches de recherche qui favorisent la sécurité et le progrès» a été déposée le 18 mars 2019, munie de 123'640 signatures valables, sur les 100'000 nécessaires.

L'initiative vise à inscrire dans la Constitution suisse (1) de nouvelles dispositions à l'article 80 (Protection des animaux) et à en supprimer une autre à l'article 118b (Recherche sur l'être humain). Les nouvelles dispositions sont principalement les suivantes :

L'initiative demande l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine (art. 80, al. 3). Des tests sont possibles s'ils sont dans l'intérêt global et prépondérant du sujet (animal ou humain) concerné (art. 80, al. 3, let. a).

L'importation et l'exportation de produits sont interdites si ces produits continuent de faire l'objet directement ou indirectement d'expérimentation animale. L'interdiction ne s'applique pas aux produits déjà existants qui ne font plus l'objet d'aucune expérimentation animale (art. 80, al. 3, let. b).

Les approches substitutives sans expérimentation animale doivent bénéficier d'aides publiques au moins équivalentes à celles dont bénéficiait précédemment l'expérimentation animale (art. 80, al. 3, let. d).

Rejet du Conseil fédéral

Le 26 juin 2019, le Conseil fédéral annonçait son opposition à l'initiative par voie de communiqué de presse (2), estimant que «l'être humain et l'animal sont assez protégés dans la recherche». Le Conseil fédéral recommandait au Parlement de



refuser l'initiative sans lui opposer de contre-projet direct ou indirect. Il assurait aussi que la Confédération en faisait assez pour encourager les alternatives à l'expérimentation animale, déclarant : «L'année dernière, elle a collaboré avec les hautes écoles et l'industrie pharmaceutique pour créer un centre de compétences qui vise à renforcer les principes 3R (replace, reduce and refine). Ceux-ci ont pour objectifs de promouvoir les méthodes de substitution à l'expérimentation animale, réduire le nombre d'expériences et limiter les contraintes imposées aux animaux».

3 R Swiss 3R
C C Competence Centre

Aide aux alternatives par la Confédération : Stop à l'hypocrisie, OUI à un réel soutien

Non, il n'y a pas de réel soutien de la Confédération pour le développement des méthodes de remplacement. Durant presque 30 ans, le Conseil fédéral a soutenu le fonctionnement de la Fondation recherche 3R, qui, à part décourager les chercheurs à se lancer dans une carrière sans expérimentation animale, n'a pas fait grand chose d'autre. Face aux critiques toujours plus récurrentes qui dénonçaient le fonctionnement de cette fondation, le Conseil fédéral a dû se résoudre à en demander la dissolution en 2018, pour créer la même année son fameux Centre de compétence 3R. Celui-ci prend exactement la même direction que la défunte Fondation recherche 3R. Parasité par des chercheurs pro expérimentation animale ou d'autres qui manquent de courage ou d'éthique, ce centre brille par sa mollesse et son inactivité. Son premier rapport sur son appel à soumission de projets est édifiant (3). Sur les 54 projets reçus, il n'en a sélectionné que 6, pour un montant de 1,2 millions. Alors que dans le même temps, 80 millions issus des fonds publics sont alloués uniquement pour l'entretien et le fonctionnement des animaleries pour l'expérimentation animale.

Et sur ces 6 projets retenus, certains sont particulièrement contestants. Comme celui de Philippe Bugnon de l'université de Zurich, qui projette de développer un logiciel permettant aux chercheurs d'optimiser leurs stratégies d'élevage pour réduire les potentiels excédents d'animaux. Ou celui de Petra Seebeck, de l'université de Zurich, et Stephan Zeiter du AO Research Institute Davos, qui prévoient de développer des directives visant à établir des critères minimums pour la chirurgie sur les rongeurs.

En obligeant la Confédération et les cantons à soutenir le remplacement de l'expérimentation animale (soit plusieurs centaines de millions chaque année), l'initiative contribuera à une réelle innovation dans le domaine de la santé publique, grâce aux développements de nouvelles méthodes de recherche éthiques et efficaces.

Des points problématiques qui pourront être réglés

L'initiative comprend plusieurs dispositions qui pourront faire peur à une large partie de la population durant la campagne de votation, comme le fait de ne plus pouvoir importer de nouveaux médicaments, aujourd'hui encore largement testés sur les animaux, ou le blocage de certaines études menées sur l'être humain.

Comme le relève le Conseil fédéral dans son message du 13 décembre 2019 adressé au Parlement, plusieurs points de la rédaction du texte d'initiative prêtent à confusion. L'article 80, al. 3 interdit strictement les expérimentations animales et humaines, alors que la lettre a de l'article laisse entrevoir des exceptions. De même, un autre article constitutionnel, l'article 118b, continue de les autoriser, avec des conditions moins restrictives que l'article 80. Enfin, le terme « expérimentation humaine » n'est pas formellement défini par un texte législatif. Celui d'expérimentation animale l'est dans la loi sur la protection des animaux, et pourrait être modifié par le Parlement.

Dès lors, comme en cas d'acceptation de l'initiative ce sera au Parlement d'édicter une loi d'application, cela ouvre la voie à plusieurs

adaptations possibles pour régler les points problématiques. Que ce soit au niveau des accords internationaux liés à la liberté du commerce (interdiction d'importer certains produits), ou concernant la poursuite des études cliniques. Ainsi, sur le fond, c'est le principe même de l'initiative qu'il faut soutenir. Soit le besoin de s'orienter vers une recherche éthique, prédictive et sûre pour la santé publique.

OUI à l'interdiction de l'expérimentation animale

Comme écrit, nous devons viser le but principal de l'initiative qui est l'interdiction de l'expérimentation animale. A ce niveau, il n'y a pas à réfléchir. La LSCV est totalement abolitionniste. Il y a suffisamment d'exemples qui démontrent que la recherche sur les animaux n'est pas seulement une pratique cruelle, mais aussi un moyen de recherche qui freine l'innovation. Dans le domaine de la toxicologie, les modèles animaux ne sont pas capables de prédire dans un cas sur deux la toxicité d'une nouvelle molécule pour l'humain. Dans le domaine de la recherche appliquée, après avoir été développés sur des animaux, 9 médicaments sur 10 devront être abandonnés une fois testés sur des êtres humains. Dans le domaine de la recherche fondamentale, le gâchis de vies et d'argent est simplement incalculable. Combien d'études inutiles menées sur des animaux ? Combien de molécules qui auraient pu être prometteuses chez l'homme ont été abandonnées uniquement parce que les résultats préalablement obtenus sur des animaux étaient médiocres ?

OUI à un changement de système de recherche, OUI à l'interdiction de l'expérimentation animale

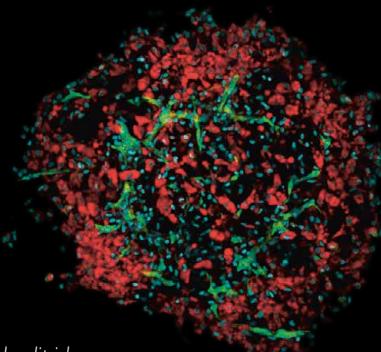
Luc Fournier

- (1) <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html>
- (2) <https://www.parlement.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaef?AffairId=20190083>
- (3) <https://swiss3rcc.org/category/research-funding/>

Du tissu graisseux humain reproduit en 3D en laboratoire

Des chercheurs ont réussi à fabriquer en laboratoire un mini tissu adipeux humain. Cet organoïde reproduit l'organisation du tissu graisseux jusqu'au riche réseau vasculaire qui le caractérise.

Ce modèle in vitro a été reproduit par des chercheurs de l'Inserm, du CNRS, de l'Université Toulouse III-Paul-Sabatier, de l'Établissement français du sang et de l'École nationale vétérinaire de Toulouse. Cet organoïde (version miniature d'un organe qui reproduit son organisation cellulaire spécifique) permettra d'étudier des maladies telles que l'obésité ou le diabète de type 2. Si des organoïdes avaient déjà été mis au point pour certains tissus, comme celui de l'intestin, il n'en existait pas qui permette de reproduire l'organisation cellulaire et vasculaire du tissu adipeux. Ce travail a fait l'objet d'une publication parue dans la revue *Scientific Reports* (1)



En rouge, les lipides stockés dans les adipocytes, en vert, les cellules endothéliales structurées en réseaux de vaisseaux, en bleu, les noyaux.

Dans les tissus adipeux, les cellules sont disséminées au sein d'une vascularisation dense. Reproduire ce tissu nécessitait également de reproduire les vaisseaux. Cela a été possible grâce à une toute nouvelle technique de culture cellulaire en 3D, impliquant l'immersion successive des cellules dans plusieurs milieux nutritifs et protecteurs, réalisée à partir de cellules prélevées dans le tissu adipeux sous-cutané humain. Le tissu obtenu est ainsi organisé en cellules endothéliales, formant des vaisseaux et des cellules adipeuses. Ces dernières sont également capables de se différencier en adipocytes de tissu brun ou blanc (les deux types de tissu adipeux chez l'humain) de la même manière que ceux rencontrés dans le corps humain.

- (1) <https://www.nature.com/articles/s41598-019-43624-6>



Remise du 4ème prix « Triple A de la protection des animaux »

Le lundi 2 mars 2020, l'ancienne Conseillère nationale Barbara Keller-Inhelder (UDC - SG), et le Conseiller aux Etats Thomas Minder (Sans parti - SH), ont reçu à Berne un prix récompensant leur engagement pour la cause animale au niveau politique.

La St Galloise a notamment déposé fin 2018 une motion demandant l'interdiction d'importer des produits provenant d'animaux ayant subi des mauvais traitements. L'élu Schaffhousois vote quant à lui en faveur des animaux depuis les 8 ans qu'il siège au Conseil des Etats. Il a par exemple contribué au succès de l'interdiction d'importation de produits dérivés du phoque, et s'oppose fermement à la nouvelle loi sur la chasse.

Chaque année, l'Alliance Animale Suisse, dont la LSCV est membre, attribue le «Triple A de la protection des animaux», à une ou un «Ambassadeur des Animaux Actif» au sein de la société ou de la politique. L'objectif de ce prix est de distinguer des personnalités qui se sont particulièrement engagées pour le bien-être des animaux ou pour une amélioration de leur statut sur le plan légal.

Après Pascale Bruderer Wyss (PS-AG) en 2016, Maya Graf (Les Verts-BL) et Matthias Aebscher (PS-BE) en 2017, puis Isabelle Chevalley (PVL-VD) en 2018, Barbara Keller-Inhelder et Thomas Minder ont reçu leur prix en présence des associations Animal Trust, Wildtierschutz Schweiz, la Coalition Animaliste, Stop Gavage Suisse et la LSCV. D'autres élu-e-s au Parlement suisse tel-le-s que Doris Fiala (PLR) et Martin Haab (UDC) étaient également présents.



Discours tenus par Athénaïs Python lors de la remise des prix aux lauréats

Barbara Keller-Inhelder

L'événement d'aujourd'hui est dédié aux personnes qui travaillent pour l'amélioration des droits des animaux dans notre pays, et en particulier au niveau politique. Malheureusement, c'était, c'est et ce sera toujours un chemin difficile. Bien que les animaux soient des êtres vivants dotés de sentience, qui éprouvent des émotions, de la douleur, de la peur, ils sont trop souvent utilisés comme des biens de consommation, de divertissement, d'expérimentation. C'est pourquoi des personnalités comme vous, Barbara Keller-Inhelder, qui se sont engagés au Parlement et qui luttent pour le bien-être des animaux, sont extrêmement importantes.

Vous avez notamment déposé récemment une motion demandant d'interdire l'importation de produits issus de la cruauté envers les animaux. Si ce texte est accepté, ce sera une grande victoire pour la cause animale. Nous tenons à vous remercier pour votre travail et espérons que vous continuerez à vous engager pour la protection des animaux à l'avenir.

Thomas Minder

Cet événement est dédié à celles et ceux qui agissent, particulièrement en politique, pour améliorer la condition animale. Des élu-e-s comme Thomas Minder, qui n'ont pas peur de se positionner et travailler pour que les droits des animaux soient mieux reconnus en Suisse.

Déjà en 1989, vous rejoignez l'entreprise familiale Trybol AG, qui célèbre d'ailleurs cette année son 120e anniversaire. La philosophie de l'entreprise est respectueuse du bien-être animal, puisqu'elle est active dans la production écologique de produits cosmétiques et de soins, sans expérimentation animale.

L'année prochaine vous allez célébrer vos 10 ans d'activité au Conseil des États. 10 années durant lesquelles vous avez agi pour la protection des animaux. Vous avez notamment contribué au succès de l'interdiction d'importation de produits dérivés du phoque.

Nous tenons à vous remercier pour votre travail précieux en faveur d'un pays sans exploitation animale, et nous nous réjouissons de votre engagement futur.

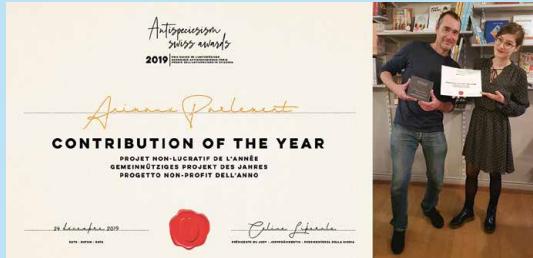


Antispeciesism Swiss Awards 2019

Animaux-parlement récompensé

La plateforme Animaux-parlement a été récompensée par le prix suisse de l'antispécisme, qui a pour but de soutenir des projets et actions en les mettant en lumière.

Son prix dans la catégorie « projet non-lucratif de l'année » lui a été remis le 31 janvier 2020 à Fribourg, en présence d'Athénaïs Python, journaliste pour Animaux-Parlement et chargée de communication de la LSCV, et Luc Fournier, cogestionnaire d'Animaux-parlement et président de la LSCV.



« L'équipe d'Animaux-parlement est ravie de cette reconnaissance des centaines d'heures de travail fournies pour permettre aux citoyen-ne-s de voter en connaissance de cause. Notre objectif est de montrer que chaque canton et chaque parti politique compte des candidat-e-s sensibles à la cause animale. Et ce travail a porté ses fruits, puisque le nouveau Parlement est composé d'un plus grand nombre d'élus qui s'engagent pour les droits des animaux qu'en 2015. C'est une excellente nouvelle! Espérons que les politicien-ne-s tiendront leurs promesses et que la législation évoluera rapidement en faveur des animaux. »

Athénaïs Python

Les autres lauréat-e-s sont :

Sabina Dellasant « Personnalité de l'année 2019 ». **Alizée Veron** « Intervention de l'année 2019 » pour son discours à l'occasion du World day for the End of Speciesism (Wodes) à Lausanne (VD) le 24 août : « Si en bien des aspects nous sommes différents, ce n'est pas la pilosité de notre peau, nos écailles, nos sabots, notre intelligence ou la couleur de notre sang, qui doit définir qui a le droit de vivre ou mourir. »

Animal Rights March (ZH), le 17 août
« Événement de l'année 2019 ».

La Crème Végane (GE), « Marque, produit, entreprise food de l'année 2019 ».

Jessie's (GE), « Marque, produit, entreprise non-food de l'année 2019 ».

Chantal Kaufmann, « Prix spécial du jury ».



Expérimentation animale en Suisse

Plus de 21'000 signatures pour interdire la pratique des « vaches à hublot »

La pétition munie de 21'312 signatures a été déposée par la Coalition animaliste (COA), dont la LSCV est membre, le mercredi 11 mars 2020 à la Chancellerie fédérale.

La Conseillère nationale Léonore Porchet (Les Verts – VD) a pris la parole pour rappeler l'importance de « considérer les animaux dotés de sensibilité autrement que comme des choses au service des humains et pour dénoncer l'exploitation animale ». La Conseillère nationale Ursula Schneider-Schüttel (PS – FR), et les Conseillers nationaux Nicolas Walder (Les Verts – GE) et Gerhard Andrey (Les Verts – FR) ont accompagné l'élu vaudoise pour soutenir le dépôt de la pétition. La coprésidente de la COA, Catherine Santoru, a dénoncé les autorisations délivrées par nos autorités pour mutiler des animaux. Elle a rappelé que cette pratique ne servait qu'à « augmenter la productivité de la filière de l'élevage », et que les animaux étaient ainsi « instrumentalisés et réduits au rang de machines », au détriment de leur bien-être et de leur santé.

Ces expériences, qui existent en Suisse depuis plus de 35 ans, sont menées dans les stations fédérales Agroscope de Changins (VD) et de Posieux (FR). Les chercheurs perforent le flanc des vaches pour y poser un « hublot » d'une quinzaine de centimètres. Celui-ci permet de passer le bras dans l'animal, afin de prélever des échantillons du bol alimentaire dans le rumen, l'un des quatre estomacs de la vache. Ces études servent principalement à étudier la digestibilité de nouveaux aliments permettant d'augmenter la production de lait des animaux.

En réponse à un courrier adressé par la COA, l'Agroscope affirmait fin janvier 2020 ne plus réaliser ce type d'expérience, mais n'excluait pas la possibilité de les recommencer. Les 21'312 signataires demandent au Conseil fédéral d'interdire la reprise de cette pratique. A l'heure où l'éthique animale constitue un enjeu sociétal, où toujours plus de citoyen-ne-s sont sensibles aux traitements que l'on inflige aux animaux, ces expériences doivent cesser.

La Coalition animaliste a été créée en 2018. Association à but non lucratif, elle regroupe des associations, dont la LSCV, des militant-e-s et des politicien-ne-s à orientation antispéciste et abolitionniste. Sa mission est de contribuer à l'émergence d'une société sans exploitation animale.



Révision de l'ordonnance sur la déclaration des fourrures

Un résultat mitigé

Mise en consultation du 8 février au 17 mai 2019 par le Département fédéral de l'intérieur, la révision de l'ordonnance sur la déclaration des fourrures a fait l'objet de 49 prises de position, émanant de cantons, partis politiques et organisations, dont la LSCV. Le 19 février 2020 le Conseil fédéral a approuvé le texte final de la révision de l'ordonnance. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que les améliorations attendues sont plutôt décevantes.

Une ordonnance ignorée par les magasins de fourrure

En vigueur depuis le 1er mars 2013, l'ordonnance oblige tous les commerces vendant de la fourrure en Suisse à mentionner sur leurs produits le nom de l'espèce animale, la provenance de la peau et la façon dont l'animal a été détenu ou capturé.

Le Conseil fédéral entendait ainsi sensibiliser le consommateur, avec l'objectif, à terme, de réduire l'importation de produits comportant de la fourrure.

Malheureusement, l'application de l'ordonnance n'a jamais été mise en œuvre avec efficacité. En premier lieu en raison du manque de volonté l'autorité fédérale (l'OSAV), tant le nombre de ses contrôles ont été faibles et les sanctions

infligées dérisoires en cas de problèmes avérés. La LSCV a notamment effectué de nombreux contrôles de magasins en 2017 et 2018. Des violations des dispositions légales ont été constatées dans environ 90% des cas et dénoncées à l'OSAV, documents et photos à l'appui, sans que l'autorité n'intervienne avec efficacité. Face aux critiques relayées par les médias, l'OSAV semble avoir enfin pris son mandat au sérieux. Plusieurs magasins contrôlés par la LSCV en 2019 ont déclaré avoir également reçu la visite de l'autorité.

Dans sa prise de position rendue le 16 mai 2019, la LSCV sollicitait surtout une modification de l'art. 9 de l'ordonnance, non prévue par la consultation, qui permettait enfin de déléguer aux cantons ou services agréés la compétence d'ef-

fectuer des contrôles. Puisque l'OSAV semblait avoir de la peine à quitter ses confortables bureaux bernois pour faire ce travail, autant laisser des organisations pratiquer des contrôles efficaces par délégation. Mais comme imaginé, l'OSAV n'est pas entré en matière sur cette proposition. Ce qui conforte dans l'idée que cette ordonnance est aussi rédigée en tenant compte des intérêts économiques des fourreurs.

Quelques avancées dans l'ordonnance révisée

La nouveauté réside surtout dans l'obligation de mentionner « fourrure véritable » sur chaque produit de pelletterie (art. 2a), ce qui n'était pas le cas auparavant. Il faudra également ajouter la mention « non autorisé en Suisse » si la peau de l'animal provient de chasse avec piège ou d'un élevage sur sol grillagé (art. 5, al. 2 et 3). Cette disposition, non prévue à l'origine dans le projet de l'OSAV, a été intégrée suite aux nombreuses critiques émises par les organisations de protection des animaux. Si l'objectif du Conseil fédéral est réellement de sensibiliser le consommateur sur les souffrances infligées aux animaux, alors il est évidemment nécessaire que cela apparaisse sur les étiquettes.

A l'inverse, plusieurs dispositions décevantes ont été inscrites dans l'ordonnance. Ainsi, s'il est possible de démontrer qu'on ne connaît pas l'origine d'une fourrure, il sera à l'avenir possible d'inscrire sur l'étiquette des informations vagues, telles que « provenance inconnue » (art. 4, al. 4).

L'ordonnance révisée entrera en vigueur le 1er avril 2020.





Parlement fédéral

Wer setzt sich für Tiere ein?
Qui défend les animaux ?
Chi difende gli animali ?

Motion 19.4425 déposée le 12 décembre 2019 par le Conseiller national Matthias Aebischer (PS – Berne)



Interdire l'importation de produits de la pelleterie issus d'animaux maltraités

Texte déposé

En vertu l'art. 14 al. 1 de la loi fédérale sur la protection des animaux (LPA), le Conseil fédéral est chargé d'interdire l'importation de produits de la pelleterie provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements.

Développement

Les méthodes de piégeage employées à l'étranger telles que le piège à mâchoires, le collet ou encore le piège assomoir, ainsi que l'élevage d'animaux à fourrure dans des cages étroites au sol grillagé répondent clairement aux critères de mauvais traitements énoncés dans la LPA. Aux atroces souffrances des animaux vient s'ajouter le fait que de plus en plus, ils ne sont pas assez, voire pas du tout sédatés avant la mise à mort et donc dépouillés à vif. Ces méthodes, tout à fait usuelles, vont ainsi à l'encontre des valeurs fondamentales de la population suisse.

Et pourtant, les grandes quantités de fourrures importées en Suisse sont loin de diminuer. En 2013, l'ordonnance sur la déclaration des fourrures est entrée en vigueur dans le but d'endiguer les importations et de permettre au consommateur de faire un choix en toute connaissance de cause lorsqu'il achète un produit. Néanmoins, suite à des défauts matériels et des graves lacunes dans sa mise en œuvre, l'ordonnance ne crée pas la transparence requise. De plus, même en cas d'une mise en œuvre correcte, la déclaration obligatoire n'empêcherait pas que de tels produits continuent à être importés et vendus en Suisse.

Par conséquent, l'interdiction d'importer des produits de pelleterie issus d'animaux maltraités s'impose, car elle constitue la seule façon de ne plus encourager les méthodes cruelles appliquées à l'étranger, qui sont favorisées par la demande en Suisse et pourtant clairement rejetées par la majorité de la population. Il ressort en outre d'une thèse et de deux avis de droit qu'une telle interdiction serait compatible avec les engagements internationaux de la Suisse, ce que confirme également l'interdiction d'importer des produits fabriqués à partir de peaux de phoque décretée par l'Union européenne et approuvée par les organes compétents de l'OMC.

La Suisse, ayant repris l'interdiction édictée par l'Union européenne d'importer des produits dérivés du phoque et des peaux de chien et de chat, connaît d'ores et déjà des interdictions d'importation motivées par la protection des animaux. Pour toutes les raisons qui précédent, il convient d'étendre l'interdiction à l'ensemble des produits de la pelleterie impliquant des méthodes cruelles de détention, de piégeage et de mise à mort d'animaux.



Avis du Conseil fédéral du 19.02.2020

Le Conseil fédéral est conscient que la population est de plus en plus sensible aux questions de protection des animaux soulevées par les produits de la pelleterie importés. Il a tenu compte de cette évolution en adoptant l'ordonnance sur la déclaration des fourrures (RS 944.022), entrée en vigueur en 2013. L'efficacité de cette ordonnance a fait l'objet d'une évaluation externe en 2016, qui a conclu que le personnel de vente et les consommateurs sont mieux informés sur la production des produits de la pelleterie grâce à l'obligation de fournir des informations sur les fourrures.

Pour augmenter l'effet de l'obligation de fournir des informations sur les fourrures, le Conseil fédéral a adopté, le 19 février 2020, une modification de l'ordonnance sur la déclaration de celles-ci, qui exige, entre autres nouveautés, que la fourrure véritable soit déclarée comme telle pour pouvoir, au premier coup d'œil, être distinguée de la fourrure synthétique. Elle prescrit, en outre, que les fourrures obtenues au moyen de méthodes manifestement incompatibles avec le bien-être animal soient mieux déclarées : il faudra

désormais mentionner expressément sur les produits de la pelletterie issus d'animaux capturés avec des pièges ou élevés dans des cages sur sol grillagé que ces modes de chasse ou d'élevage ne sont pas autorisés en Suisse. La Confédération a, enfin, intensifié les contrôles dans les points de vente et ouvert des procédures pénales pour déclaration insuffisante ou manquante.

Le Conseil fédéral mise ainsi avant tout sur l'information transparente du consommateur. La déclaration des produits de la pelletterie a pour but de permettre à chacun de décider en connaissance de cause s'il veut acheter un produit ou non et de réduire ainsi l'importation et la vente des produits obtenus sans égards suffisants pour la protection des animaux. Une interdiction d'importation serait en contradiction avec cette approche. Aussi le Conseil fédéral s'est-il prononcé à plusieurs reprises contre une interdiction d'importer des produits de la pelletterie issus d'animaux ayant subi un mauvais traitement, car nos partenaires commerciaux pourraient attaquer cette interdiction devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou en vertu d'accords de libre-échange (UE p. ex.) en raison d'une possible discrimination (voir le rapport du Conseil fédéral « Déclaration obligatoire des fourrures » du 23 mai 2018). Enfin, elle serait très difficile à mettre en œuvre faute d'une définition internationale de la maltraitance animale. Elle nécessiterait par ailleurs des contrôles extrêmement coûteux sur place.

Pour toutes ces raisons, le Conseil fédéral continue à miser sur l'obligation de fournir des informations sur les produits de la pelletterie. Dans cinq ans, l'ordonnance révisée sur la déclaration des fourrures devrait faire néanmoins l'objet d'une évaluation pour déterminer son efficacité.

Le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

<https://www.parlement.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaef/;AffairId=20194425>

Le quotidien La Liberté est venu faire un tour à Happy Books - Café & Librairie LSCV

« A Fribourg, se remplir la panse sans toucher aux animaux » titrait l'article décrivant la qualité des mets proposés, la quiétude du lieu et son objectif militant pour les droits des animaux. Un grand merci au quotidien fribourgeois pour son article « coup de cœur ».



PKZ arrête la vente de fourrure

Le groupe PKZ a annoncé le 3 janvier 2020 supprimer de ses rayons tous les articles comportant de la fourrure dès le printemps 2021.

PKZ déclare avoir déjà réduit son assortiment ces dernières années. Il n'achète plus de fourrure en provenance de la Chine ou de la Russie depuis 2016, ni ne vend de produits contenant de la laine angora depuis 2018. Le groupe ne proposera à l'avenir que des produits en fausse fourrure et proposera des articles utilisant des rembourrages à base de matériaux recyclés.

Les actions contre la fourrure continuent

L'annonce de PKZ est un encouragement à poursuivre nos campagnes contre les dernières enseignes qui continuent à vendre de la fourrure véritable. Depuis 2014, la LSCV a mené de multiples actions contre PKZ, notamment devant son plus grand magasin de la Bahnhofstrasse à Zürich. Manifestations devant les magasins, campagne d'appels téléphoniques et entretiens avec le directeur général ont contribué à la décision de PKZ de renoncer à vendre de la fourrure. Même si nos actions mettent du temps à porter leurs fruits, il est important de ne jamais céder au découragement. Chacune d'elles contribue à faire avancer la cause que nous défendons.

Merci à toutes et tous pour votre soutien !

Cette victoire est l'occasion de vous adresser à toutes et tous nos plus vifs remerciements pour votre soutien constant. Nos campagnes coûtent aussi de l'argent, et c'est grâce à vous que nous pouvons les réaliser. Un immense merci également à toutes et tous les militant-e-s qui nous accompagnent dans la rue, quelle que soit la saison et le temps qu'il fait, afin de faire entendre la voix des animaux.

CAMPAX
make change happen

WE
CARE



WE
DON'T
WEAR

Pétition en ligne à signer

Aucune importation de produits à base de fourrure issue de la cruauté envers les animaux »

Adressée à l'Assemblée fédérale, elle demande à nos 246 élus du Parlement d'appuyer la motion 19.4425 du Conseiller national Matthias Aebischer visant à interdire l'importation de produits à base de fourrure obtenus en maltraitant des animaux.

La pétition, en version française, allemande et italienne, n'existe pas en version papier et ne peut être signée que sur le site internet Campax, à l'adresse suivante :

<https://act.campax.org/petitions/suisse-sans-fourrure>

Un immense merci à toutes et tous de la signer et la diffuser autour de vous !

NON à la loi révisée sur la chasse

Adoptée en septembre 2019 par un Parlement suisse majoritairement insensible au sort des animaux, la révision de la loi sur la chasse (LChP) a fait l'objet d'un référendum soutenu par des organisations suisses de protection de la nature et des animaux, afin de bloquer son entrée en vigueur.

Plus de 70'000 signatures ont été déposées à la Chancellerie fédérale le 17 janvier 2020, laquelle a confirmé l'abaissement du référendum avec 58'570 paraphes authentifiés sur les 50'000 nécessaires. La votation concernant la révision de cette loi, prévue le 17 mai 2020, a été reportée à une date encore indéterminée par le Conseil fédéral.

NON à une loi d'abattage

Si la révision de la loi apporte quelques dispositions intéressantes, comme la protection de certains corridors faunistiques (lieux nécessaires aux déplacements de la faune sauvage) ou de nouveaux aménagements, ainsi que la protection des plusieurs espèces de ca-

nards sauvages, elle a surtout été élaborée par des parlementaires pro-chasse. La loi prévoyant un transfert de compétences de la Confédération aux cantons en matière de protection des espèces, les bouquetins et les loups pourront à l'avenir être tirés sur décisions des cantons « après avoir entendu l'OFEV » (art. 7a, let. a et b LChP).

Le Conseil fédéral s'octroie aussi la possibilité d'autoriser le tir d'espèces protégées (art. 7a, let. c LChP) sans que ni le peuple ni le Parlement n'aient leur mot à dire. Ces tirs pourront concerter des espèces comme le castor, le héron cendré, le cygne tuberculé ou le lynx, qui font régulièrement l'objet de demandes de tirs de la part des milieux de la chasse.

Notre environnement, dont la faune fait partie intégrante, doit être protégé des intérêts particuliers et lobbies de la chasse. Nous vous invitons à voter NON à la révision de la loi sur la chasse lorsqu'elle passera en votation.

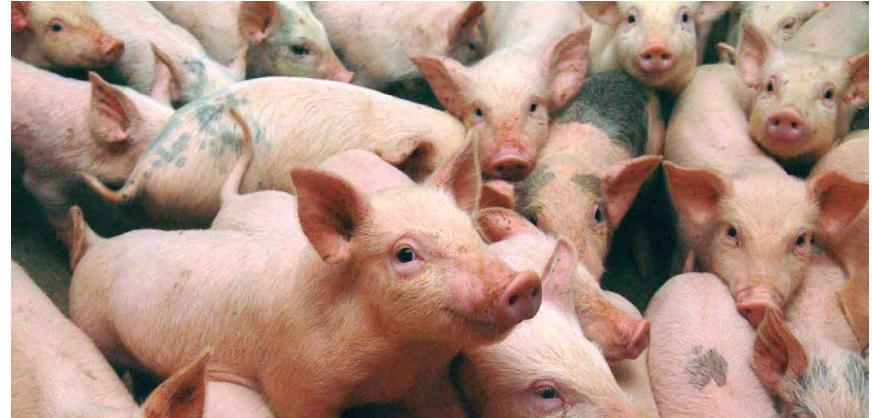
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista-geschaef?AffairId=20170052>



Le Conseil fédéral ne veut pas interdire l'élevage intensif

Le Conseil fédéral recommande sans surprise le rejet de l'initiative populaire lancée par Sentience Politics « Non à l'élevage intensif en Suisse ». Il considère qu'il est excessif d'inscrire dans la Constitution des normes de production biologique de droit privé et de les étendre aux importations. Il propose un contre-projet direct.

Lancée le 12 juin 2018, l'initiative a été déposée le 17 septembre 2019 munie de 106'125 signatures valables. Le texte vise, par la modification de l'article 80a de la Constitution, la protection de la dignité de l'animal, notamment par l'interdiction des élevages intensifs d'animaux dits de rente. La Confédération devra « fixer des critères sur un hébergement et des soins respectueux des animaux, l'accès à l'extérieur, l'abattage et la taille maximale des groupes par étable », respectant - au minimum - le cahier des charges 2018 de Bio Suisse. Les auteurs de l'initiative demandent que la nouvelle disposition constitutionnelle soit applicable également aux importations d'animaux et de produits d'origine animale.



Dans sa prise de position, le Conseil fédéral considère qu'inscrire dans la Constitution les normes de production biologique de Bio Suisse, qui relèvent du droit privé, va trop loin. Etendre ces normes aux importations serait également incompatible avec les accords commerciaux signés par la Suisse et difficile à mettre en œuvre. Il propose, en contre-projet direct, une modification de l'article constitutionnel en y inscrivant des critères sur le bien-être des animaux de rente. Une fois encore,

pour le Conseil fédéral, le bien-être des animaux passe au second plan, après les considérations économiques.

La LSCV, qui a soutenu l'initiative par la récolte de signatures, rejette les arguments du Conseil fédéral et s'engagera également pour soutenir la campagne de votation. Les élevages intensifs sont une horreur infligée aux animaux. Elle est injustifiable et doit être interdite.

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-77944.html>

Jede Spende zählt!

Die LSCV erhält keine Mittel von der öffentlichen Hand und ist deshalb vollständig unabhängig. Spenden sind grundsätzlich von den Steuern absetzbar, je nach Wohnort gelten jedoch andere Regeln. Sie können Ihre Spende oder Ihren Mitgliederbeitrag mit dem Einzahlungsschein, der dieser Zeitung beiliegt, oder per E-Banking überweisen. Jahresbeitrag für Mitglieder: mindestens CHF 15.-

Wenn möglich verwenden Sie bitte einen Zahlungsauftrag oder E-Banking, da diese für uns gebührenfrei sind. Für jede Einzahlung am Postschalter berechnet uns die Post eine Gebühr von 1.50 bis 3.55 Franken.

Vielen herzlichen Dank!

Kontaktpersonen

Haben Sie Fragen zu Tierversuchen oder zur LSCV oder wollen Sie ein Tierschutzprojekt umsetzen?

Unser Präsident Luc Fournier beantwortet Ihre Fragen gerne. Kontaktieren Sie ihn unter l.fournier@lscv.ch

Möchten Sie eine Aktion oder Demo organisieren oder bei einer Aktivistengruppe mitmachen?

Wenden Sie sich für die Deutschschweiz an unseren Vizepräsidenten Benjamin Frei: b.frei@lscv.ch



Für die Romandie sind unsere Vorstandskreterin Laurianne Nicoulin und Paul Ecoffey zuständig. Sie erreichen sie unter: actions@lscv.ch



Haben Sie eine administrative oder allgemeine Frage oder möchten Sie direkt mit einem Vorstandsmitglied Kontakt aufnehmen?

Kontaktieren Sie unser Sekretariat per E-Mail oder unter der Nummer 022 349 73 37: Laurianne Nicoulin (Französisch, Englisch) oder Charly Pache (Deutsch) sind am Montag, Dienstag, Donnerstag und Freitag von 9.00 bis 12.30 und von 14.00 bis 16.00 für Sie da.



Haben Sie Fragen zu tierversuchsfreier Hunde- und Katzenfahrung?
Kontaktieren: petfood@lscv.ch

Haben Sie Fragen zu politischen Aktionen im Bereich Tierschutz im eidgenössischen Parlament? Kontaktieren: info@tier-parlament.ch

Legate sind steuerfrei

Die LSCV ist als gemeinnützige Organisation anerkannt und die ihr zugewendeten Legate sind steuerbefreit.

Möchten Sie uns besuchen?

Wir begrüssen Sie gerne am Montag, Dienstag, Donnerstag und Freitag von 9.30 bis 12.30 Uhr und 14.00 bis 17.00 Uhr, am LSCV-Sitz in Genf.

Adresse:
Chemin des Arcs-en-Ciel 3
1226 Thônex
T 0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Postadresse:
LSCV, Postfach 148, 1226 Thônex

Als Mitglieder halten Sie die LSCV-Zeitung viermal jährlich

Bitte teilen Sie uns Adressänderungen mit. Die Post berechnet uns 2.00 Franken pro retournierte Zeitung und teilt uns neue Adressen nicht mehr mit.

Lassen Sie es uns bitte wissen, wenn Sie die Zeitung nicht erhalten. Die Zeitung erscheint jeweils im März, Juni, September/Oktobe und Dezember.

Helfen Sie mit, unsere Infos zu verteilen

Sie möchten die LSCV-Zeitung in den Briefkästen in Ihrem Wohnquartier oder an einem anderen Ort verteilen? Wir schicken Ihnen gerne die gewünschte Anzahl Exemplare zu.

Mitgliederbeiträge und Spenden

Von der Schweiz aus
Konto-Nr. 12-2745-6
IBAN: CH38 0900 0000 1200 2745 6

Von der EU aus in Euro
Konto-Nr. 91-438913-2
IBAN: CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC: POFICHBEXXX

Bankadresse: PostFinance,
Nordring 8, 3030 Bern
Kontoinhaber: Schweizer Liga
gegen Tierversuche und für die
Rechte des Tieres
Adresse: Postfach 148, 1226 Thônex

LSCV-Buchhandlung und Café

HAPPY BOOKS

Geöffnet von Montag bis Samstag, 9.00 bis 19.00 Uhr. Vegane Küche.
Rue Hans-Geiler 2, 1700 Fribourg
026 321 12 67
happybooks@lscv.ch



IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Tierversuche und für die Rechte des Tieres (LSCV)

Die LSCV wurde in Genf im Jahr 1883 im Rahmen der Bewegung gegen die Vivisektion gegründet, die in den 1870-Jahren in England entstand. Die LSCV ist ein Verein gemäss Art. 60 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches. Ihre Funktionsweise, ihre Aktivität, ihre Ziele, die Ernennung ihres Vorstandes und die Verwendung ihrer Guthaben wurden in den Vereinsstatuten festgelegt, welche ihre Mitglieder an der Generalversammlung vom 30. Juni 1978 verabschiedeten. Der Sitz der LSCV befindet sich in Genf. Seit 1993 sind die Büros in einem Chalet, in der Genfer Gemeinde Thônex untergebracht. Gemäss Art. 2 ihrer Statuten strebt die LSCV die völlige Abschaffung „von medizinischen, wissenschaftlichen oder kommerziellen Versuchen am lebenden Tier“ an. Sie setzt sich für die „Schaffung einer gesamtschweizerischen Gesetzgebung, die den Schutz und die Achtung der Rechte des Tieres garantieren“ sowie die „Förderung der ständigen Verbesserung dieser Gesetzgebung und (die) stete Kontrolle ihrer strikten Anwendung“ ein. Sie fördert und unterstützt finanziell die „Anerkennung neuer Methoden wissenschaftlicher Forschung“, welche die Aufhebung von Tierversuchen ermöglicht. Sie fördert und unterstützt insbesondere so genannte Ersatz- (oder Alternativ-)methoden. Diese verwenden menschliche Gewebe oder Zellen (in vitro Modelle), die beispielsweise aus in Krankenhäusern durchgeführten Biopsien stammen, oder bio-informatische Daten (in silico Modelle). Gemäss Art. 19 ihrer Statuten verfolgt die LSCV keine gewinnbringenden Aktivitäten. Die Gelder dürfen nur für die erwähnten Ziele eingesetzt werden. **Publikation:** Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Wenn nicht anders vermerkt, sind alle Artikel von der LSCV in französischer Sprache verfasst und anschliessend übersetzt. // **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** LSCV // **Druck:** Recycling-Papier 80 g/m² // **Adresse:** LSCV, Postfach 148, CH - 1226 Thônex

Editorial

Liebe Mitglieder,
liebe Freundinnen und Freunde der Liga
Liebe Leserinnen und Leser

Am 28. Februar 2020 wurde unsere Beschwerde gegen den Entscheid des kantonalen Departements für Raumplanung (DT-OAC) vom Genfer Verwaltungsgericht abgelehnt. Die Ablehnung unseres Baugesuchs für vier Tierunterstände auf dem LSCV-Gelände in Avusy schien zunächst lediglich eine Retourkutsche des DT-OAC an die Adresse der LSCV zu sein. Seit Jahren kämpfen wir gegen die Pläne eben dieses Departements, die seit 1974 verbotene Jagd im Kanton Genf wieder einzuführen. Dass das Verwaltungsgericht der einseitigen und extremen Argumentation des DT-OAC folgt, löst folglich eher unangenehme Gefühle aus. Gegen diesen Entscheid können wir zwar nichts tun, doch das ist noch lange kein Grund, aufzugeben. Wenn das Gesetz missbräuchlich angewendet wird, müssen wir eben herausfinden, wie wir das Gesetz umgehen können.

Wir denken zurzeit über Lösungen nach, wie wir unser pädagogisches Projekt mit Tieren trotzdem auf legalem Weg umsetzen können, ob das den kantonalen Behörden nun gefällt oder nicht.

Wir freuen uns darauf, Ihnen an unserer nächsten Generalversammlung, die wahrscheinlich in der letzten Juni-Woche auf dem Gelände in Avusy stattfindet, einige mögliche Lösungsansätze vorzustellen. Die Traktandenliste, die Einladung und die Jahresrechnung 2019 werden in der nächsten LSCV-Zeitung veröffentlicht.

Neben ihren anderen Aktivitäten hat die LSCV seit Anfang Jahr verschiedentlich Lobbying bei Bundesparlamentariерinnen und -parlamentariern betrieben. Dank der neuen Zusammensetzung von National- und Ständerat dürfen wir hoffen, dass die neue vierjährige Legislatur sich für die Tiere günstig auswirken wird. Tiere werden vom Gesetz ungerecht behandelt, deshalb setzen wir uns dafür ein, dass die Gesetze geändert werden. Dank Ihrer anhaltenden Unterstützung sollten wir in der Lage sein, einige wichtige Fortschritte zu erzielen – für die Tiere, aber auch für die Menschen und die Umwelt. Sich der Grausamkeiten, die wir den Tieren antun, bewusst zu werden, bedeutet auch, über eine gerechtere Welt nachzudenken.

Die derzeitige gesundheitliche Krise in unserem Land ist eine Gelegenheit, bei unseren Politikerinnen und Politikern für eine wirksamere Forschung zu plädieren, sie dazu zu be-

wegen, das Dogma der Tierversuche abzulegen und endlich ethische, direkt auf den Menschen übertragbare Versuchsmodelle zu entwickeln.

Wir wünschen Ihnen in dieser schwierigen Zeit alles Gute.

Luc Fournier
Präsident



Für eine ethische und wirksame Forschung

Die mangelnde Aussagekraft des Mausmodells für Infektionskrankheiten wird seit Jahrzehnten immer wieder festgestellt, doch unsere Behörden haben bisher keine ernst zu nehmenden Schritte unternommen, um eine Lösung zu finden.

Eine solche Lösung kann nicht von Forschenden erarbeitet werden, die unter dem Druck stehen, um jeden Preis zu publizieren, selbst dann, wenn sich die Publikationen früher oder später als nutzlos erweisen. Denn für sie gilt: Ohne regelmässige Publikationen keine Forschungsförderung und folglich keine akademische Laufbahn.

Klar, der Einsatz von Versuchstieren ermöglicht Studien in einem «kompletten» System, was bisher noch kein Ersatzmodell reproduzieren kann. Aber was bringt das? Von der Grausamkeit der Versuche einmal abgesehen, was ist der wahre Nutzen eines «kompletten» Organismus, wenn dieser zu falschen Erkenntnissen führt und die Forschung ausbremsst?

Die Entwicklung von Ersatzmethoden hat in den letzten zehn Jahren einen grossen Schritt nach vorne gemacht. Die Forschung im Bereich der Organoid-Produktion aus menschlichen Zellen zeitigt erstaunliche Ergebnisse. Die Zukunft der Gesundheitsforschung liegt hier – und nicht in der endlosen Wiederholung der immer gleichen Versuche an Millionen von Labor-Mäusen und -Ratten.

Der Ersatz von Tierversuchen muss jetzt von der öffentlichen Hand gefördert werden. Sie verfügt über die nötigen finanziellen Mittel, um die öffentlichen Forschungseinrichtungen auf diesen Weg zu bringen. Damit unsere Steuergelder in eine Forschung fliessen, die nicht nur den Hochschulen und akademischen Laufbahnen nützt, sondern wirklich im Dienste unserer Gesundheit steht. Exzellente Forschung muss dazu dienen, Leben zu retten, nicht dazu, unnötige Publikationen anzuhäufen.



Volksinitiative

Ja zum Tier- und Menschenversuchsverbot

Die am 3. Oktober 2017 lancierte Volksinitiative «Ja zum Tier- und Menschenversuchsverbot – Ja zu Forschungswegen mit Impulsen für Sicherheit und Fortschritt» wurde am 18. März 2019 mit 123'640 gültigen Unterschriften eingereicht und hat damit die Hürde von 100'000 nötigen Unterschriften geschafft.

Die Initiative fordert die Änderung bzw. Aufhebung verschiedener Bestimmungen der Artikel 80 (Tierschutz) und 118b (Forschung am Menschen) der Bundesverfassung (1). Die Initiative fordert insbesondere Folgendes:

Tier- und Menschenversuche werden verboten (Art. 80 Abs. 3). Tests sind nur zulässig, wenn sie im umfassenden und überwiegenden Interesse der Betroffenen (Tiere wie Menschen) liegen (Art. 80 Abs. 3 Bst. a).

Einfuhr und Ausfuhr von Produkten werden verboten, wenn für sie weiterhin Tierversuche direkt oder indirekt durchgeführt werden. Vom Verbot ausgenommen sind bestehende Produkte, wenn für sie keinerlei Tierversuche mehr durchgeführt werden (Art. 80 Abs. 3 Bst. b).

Tierversuchsfreie Ersatzansätze sollen mindestens dieselbe staatliche Unterstützung erhalten wie vormals die Tierversuche (Art. 80 Abs. 3 Bst. d).

Bundesrat beantragt Ablehnung

Am 26. Juni 2019 sprach sich der Bundesrat in einer Medienmitteilung (2) gegen die Initiative aus. Er sei der Ansicht, «dass Mensch und Tier in der Forschung ausreichend geschützt sind». Der Bundesrat empfahl dem Parlament die Initiative ohne direkten oder indirekten



Gegenvorschlag zur Ablehnung. Er versicherte zudem, der Bund tue bereits genug, um Alternativen zu Tierversuchen zu fördern: *«Letztes Jahr wurde gemeinsam mit den Hochschulen und der pharmazeutischen Industrie ein Kompetenzzentrum gegründet, das die sogenannten 3R-Prinzipien stärken soll. Diese haben zum Ziel, Tierversuche zu ersetzen, weniger Tierversuche durchzuführen und die Tiere bei den Versuchen weniger zu belasten (replace, reduce and refine).»*

3 R Swiss 3R
C C Competence Centre

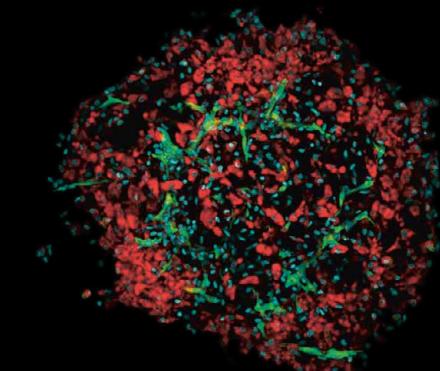
Förderung von Alternativen durch den Bund: Schluss mit der Heuchelei, JA zu einer echten Unterstützung

Tatsache ist: Eine echte Förderung von Ersatzmethoden durch den Bund gibt es nicht. Fast 30 Jahre lang hat der Bundesrat die Stiftung Forschung 3R aufrechterhalten, die nicht viel mehr tat, als Forschende, die eine Laufbahn ohne Tierversuche anstrebten, abzuschrecken. Erst als die Kritik an der Stiftung immer lauter wurde, konnte sich der Bundesrat 2018 dazu durchringen, diese aufzulösen und noch im gleichen Jahr das besagte Kompetenzzentrum 3R zu gründen. Doch dieses schlug exakt die gleiche Richtung ein wie die einstige Stiftung Forschung 3R. Das Zentrum wird von Forschenden in Beschlag genommen, die Tierversuche befürworten oder denen es am nötigen Mut oder ethischen Bewusstsein fehlt, um sich dagegen zu stellen, und glänzt so vor allem mit Laschheit und Untätigkeit. Sein erster Bericht zur Ausschreibung für die Förderung von Projekten (3) ist aufschlussreich: Von den 54 eingereichten Projekten wurden ganze sechs ausgewählt und mit insgesamt 1,2 Millionen Franken gefördert. Im gleichen Zeitraum investierte die öffentliche Hand 80 Millionen Franken allein in den Unterhalt und den Betrieb von Versuchstierhaltungen.

3D-Reproduktion von menschlichem Fettgewebe

Einem Forschungsteam ist es gelungen, im Labor menschliches Mini-Fettgewebe herzustellen. Dieses sogenannte Organoid reproduziert die Zellorganisation von Fettgewebe samt der charakteristischen starken Vaskularisation (Gefäßbildung).

Das In-vitro-Modell wurde von Forschenden der französischen Forschungszentren Inserm und CNRS, der Universität Paul Sabatier in Toulouse, dem französischen Blutzentrum EFS und der Nationalen Hochschule für Veterinärmedizin Toulouse entwickelt. Das Organoid (Mini-Nachbildung der spezifischen Zellorganisation eines Organs) soll die Erforschung von Krankheiten wie Adipositas oder Diabetes Typ 2 ermöglichen. Während für gewisse Gewebe, zum Beispiel des Darms, bereits Organoids entwickelt wurden, ist dies die erste erfolgreiche Reproduktion der Zell- und Gefässstruktur von Fettgewebe. Die Forschungsarbeit wurde in der Fachzeitschrift *Scientific Reports* veröffentlicht (1).



Rot: in den Adipozyten (Fettzellen) gespeicherte Lipide; grün: in Gefässstrukturen organisierte Endothelzellen; blau: Zellkerne.

Im Fettgewebe sind die Fettzellen zwischen dichten Gefässstrukturen organisiert. Will man das Gewebe reproduzieren, muss man auch die Gefäße reproduzieren. Eine neue 3D-Zellkultur-Methode macht dies möglich. Dabei werden aus menschlichem subkutanem Fettgewebe gewonnene Zellen schrittweise in verschiedenen Nähr- und Schutzmedien kultiviert. Das so gezüchtete Gewebe ist in Endothelzellen, die für die Bildung von Blutgefäßen zuständig sind, und in Fettzellen organisiert. Letztere können sich, auf gleiche Weise wie im menschlichen Körper, in weisse oder braune Fettzellen (wie sie auch beim Menschen vorkommen) differenzieren.

(1) <https://www.nature.com/articles/s41598-019-43624-6>

Und unter den sechs ausgewählten Projekten finden sich auch noch ein paar besonders konsternierende Beispiele. Etwa jenes von Philippe Bugnon von der Universität Zürich, der eine Software entwickeln möchte, mit der die Zuchtstrategie für Versuchstiere optimiert werden kann, um die Zahl überschüssiger Tiere zu reduzieren. Oder jenes von Petra Seebeck von der Universität Zürich und Stephan Zeiter vom AO Research Institute Davos, die Minimalkriterien für chirurgische Eingriffe bei Nagetieren aufstellen wollen.

Indem die Initiative den Bund und die Kantone verpflichtet, den Ersatz von Tierversuchen (mit mehreren hundert Millionen Franken pro Jahr) zu fördern, trägt sie zur Entwicklung neuer, ethischer und wirksamer Forschungsmethoden und damit zu einer echten Innovation im Gesundheitsbereich bei.

Problematische Punkte können geregelt werden

Die Initiative enthält mehrere Bestimmungen, die während der Abstimmungskampagne einem Grossteil der Bevölkerung Angst machen könnten. Wie etwa die Tatsache, dass neue Medikamente, die heute noch weitgehend an Tieren getestet werden, nicht mehr eingeführt werden dürfen. Oder dass gewisse Studien am Menschen blockiert werden.

Wie der Bundesrat in seiner Botschaft ans Parlament vom 13. Dezember 2019 feststellt, können einige Punkte des Initiativtextes für Verwirrung sorgen. So soll mit Art. 80 Abs. 3 der Bundesverfassung (BV) ein striktes Verbot von Tier- und Menschenversuchen eingeführt werden. Gleichzeitig lässt Buchstabe a desselben Absatzes aber gewisse Ausnahmen zu. Zudem erlaubt Artikel 118b BV solche Versuche weiterhin unter weniger restriktiven Bedingungen als Art. 80 BV. Schliesslich ist der Begriff «Menschenversuch» durch kein Gesetz definiert. Der Begriff «Tierversuch» ist hingegen im Tierschutzgesetz definiert und könnte vom Parlament angepasst werden.

Bei einer Annahme der Initiative wäre es am Parlament, ein Ausführungs-

gesetz zu erlassen, so dass durchaus die Möglichkeit zur Anpassung der problematischen Punkte besteht – sei es bezüglich der internationalen Freihandelsabkommen (Importverbot für bestimmte Produkte) oder der Fortführung von klinischen Studien. Der Grundsatz der Initiative als solcher ist aber zu unterstützen: die Notwendigkeit, den Weg zu einer ethischen, aussagekräftigen und sicheren Forschung im Dienste der Gesundheit zu beschreiten.

JA zum Verbot von Tierversuchen

Wie bereits erwähnt müssen wir auf das Hauptziel der Initiative, nämlich das Verbot von Tierversuchen, hinarbeiten. In dieser Hinsicht gibt es nichts zu überlegen. Die LSCV ist voll und ganz für die Abschaffung aller Tierversuche. Es gibt genug Beispiele dafür, dass Forschung an Tieren nicht nur grausam ist, sondern auch Innovation ausbremsst. Im Bereich der Toxikologie etwa können Tiermodelle in einem von zwei Fällen die Toxizität eines neuen Moleküls für den Menschen nicht vorhersagen. In der angewandten Forschung erweisen sich neun von zehn Medikamenten, die im Tierversuch entwickelt wurden, in den Tests am Menschen als ungeeignet. In der Grundlagenforschung lässt sich das Mass der Verschwendungen von Leben und Geld gar nicht abschätzen. Wie viele unnötige Tierversuche werden durchgeführt? Wie viele vielversprechende Moleküle wurden nicht weiter erforscht, weil sie im Tierversuch nicht überzeugten?

JA zu einer Neuausrichtung des Forschungssystems, JA zum Verbot von Tierversuchen.

Luc Fournier

- (1) <https://www.admin.ch/opc/de/classified-compilation/19995395/index.html>
- (2) <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20190083>
- (3) <https://swiss3rcc.org/category/research-funding/>



Verleihung des 4. «Triple A des Tierschutzes»

Am Montag, 2. März 2020 konnten alt Nationalrätin Barbara Keller-Inhelder (SVP, SG) und Ständerat Thomas Minder (parteilos, SH) in Bern das «Triple A des Tierschutzes» entgegennehmen. Mit diesem Preis wird ihr politisches Engagement für die Sache der Tiere ausgezeichnet: Barbara Keller-Inhelder hatte Ende 2018 eine Motion für ein Importverbot von tierquälerisch erzeugten Produkten eingereicht, und Thomas Minder hat in seiner bisher fast zehnjährigen Amtszeit als Ständerat konstant für das Tierwohl gestimmt. So trug er beispielsweise zum Erfolg des Importverbots von Robbenprodukten bei und sprach sich entschieden gegen das neue Jagdgesetz aus.

Die Alliance Animale Suisse, der auch die LSCV angehört, verleiht jedes Jahr das «Triple A des Tierschutzes» an einen «Ambassadeur des Animaux Actif», eine/n gesellschaftlich oder politisch aktive/n Botschafter/in für die Sache der Tiere. Mit dem Preis sollen Persönlichkeiten geehrt werden, die sich besonders für das Wohl oder die rechtliche Besserstellung der Tiere einsetzen.

2016 ging der Preis an Pascale Bruderer Wyss (SP, AG), 2017 an Maya Graf (Grüne, BL) und Matthias Aeischer (SP, BE) und 2018 an Isabelle Chevalley (GLP, VD). Barbara Keller-Inhelder und Thomas Minder durften nun das Triple A 2019 entgegennehmen. An der Preisverleihung waren die Organisationen Animal Trust, Wildtierschutz Schweiz, Coalition Animaliste, Stop Gavage Suisse und LSCV sowie weitere Bundesparlamentarier/innen wie Doris Fiala (FDP) und Martin Haab (SVP) anwesend.



Laudatio für die Preisträger, gehalten von Athénaïs Python

Barbara Keller-Inhelder

Der heutige Anlass ist Persönlichkeiten gewidmet, die sich vor allem auf politischer Ebene für die Verbesserung der Tierrechte in unserem Land einsetzen. Leider war und ist dieser Weg schwierig und wird es auch immer bleiben. Obwohl Tiere fühlende Lebewesen sind, die Emotionen, Schmerz und Angst empfinden können, werden sie viel zu oft als Versuchsstoffe, Konsum- und Unterhaltungsgüter genutzt. Deshalb sind Persönlichkeiten wie Sie, Frau Keller-Inhelder, die sich im Parlament engagieren und für das Wohl der Tiere kämpfen, so ausserordentlich wichtig.

Sie haben unter anderem kürzlich eine Motion für ein Importverbot von tierquälerisch erzeugten Produkten eingereicht. Wird dieser Vorstoss angenommen, wäre das ein grosser Sieg für die Sache der Tiere. Wir danken Ihnen für Ihre Arbeit und hoffen, dass Sie sich auch in Zukunft für den Tierschutz einsetzen.

Thomas Minder

Der heutige Anlass ist Persönlichkeiten gewidmet, die sich vor allem auf politischer Ebene für die Verbesserung des Tierwohls einsetzen. Sie, Herr Minder, haben keine Angst, sich für eine bessere Anerkennung der Tierrechte in der Schweiz zu positionieren und zu engagieren.

Seit 1989 leiten Sie das Familienunternehmen Trybol AG, das dieses Jahr sein 120-jähriges Bestehen feiert. In Ihrer Unternehmensphilosophie hat das Tierwohl einen wichtigen Stellenwert, denn Sie setzen auf eine ökologische und tierversuchsfreie Produktion von Kosmetik- und Pflegeprodukten.

Nächstes Jahr werden Sie Ihr zehntes Amtsjahr im Ständerat feiern können, zehn Jahre, in denen Sie sich für den Tierschutz eingesetzt haben. So haben Sie beispielsweise zum Erfolg des Importverbots für Robbenprodukte beigetragen.

Wir danken Ihnen für Ihren wertvollen Beitrag gegen die Ausbeutung von Tieren in unserem Land und wir freuen uns auf Ihr weiteres Engagement.



Antispeciesism Swiss Awards 2019

Tier-Parlament ausgezeichnet

Die Plattform tier-parlament.ch wurde mit dem Schweizer Antispeziesismus-Preis ausgezeichnet. Der Preis zielt darauf ab, Projekten und Aktionen grösste Aufmerksamkeit zu verleihen und sie dadurch zu fördern. Das Tier-Parlament durfte am 31. Januar 2020 in Freiburg den Preis in der Kategorie «Gemeinnütziges Projekt des Jahres» entgegennehmen. Athénaïs Python, Journalistin für tier-parlament und Mediensprecherin der LSCV, sowie Luc Fournier, Mitbetreiber der Website tier-parlament.ch und Präsident der LSCV, nahmen an der Preisverleihung teil.



«Das Team von Tier-Parlament freut sich sehr über diese Anerkennung für die Hunderten von Arbeitsstunden, die geleistet wurden, um den Bürgerinnen und Bürgern unseres Landes Informationen für ihre Wahlentscheidung zu liefern. Unser Ziel ist es, aufzuzeigen, dass in jedem Kanton und jeder Partei Kandidatinnen und Kandidaten zur Wahl stehen, denen das Tierwohl am Herzen liegt. Diese Arbeit trägt nun Früchte, denn im Parlament sind heute mehr Mitglieder vertreten, die sich für die Rechte der Tiere einsetzen, als nach den Wahlen 2015. Das sind grossartige Neuigkeiten! Hoffen wir, dass die Politikerinnen und Politiker ihre Versprechen halten und sich die Gesetzeslage für die Tiere schon bald verbessern wird.» Athénaïs Python

Die weiteren Preisträger sind:

Sabina Dellasant: «Persönlichkeit des Jahres 2019».

Alizée Veron: «Aussage des Jahres 2019» für ihre Rede am World day for the End of Speciesism (Wodes) in Lausanne (VD) am 24. August: «Auch wenn wir in vielerlei Hinsicht verschieden sind, sollen nicht unsere Körperbehaarung, unsere Schuppen, unsere Hufe, unsere Intelligenz oder die Farbe unseres Blutes darüber entscheiden, wer leben darf und wer sterben muss.»

Animal Rights March (ZH) vom 17. August: «Ereignis des Jahres 2019».

La Crème Végane (GE): «Lebensmittel-Marke, -Produkt, -Unternehmen des Jahres 2019».

Jessie's (GE): «Non-Food-Marke, -Produkt, -Unternehmen des Jahres 2019».

Chantal Kaufmann: «Sonderpreis der Jury».



Tierversuche in der Schweiz

Mehr als 21'000 Unterschriften für ein Verbot von Fistelkühen

Die Coalition animaliste (COA), zu der auch die LSCV gehört, konnte die mit 21'312 Unterschriften versehene Petition am Mittwoch, 11. März 2020 der Bundeskanzlei übergeben.

Nationalrätin Léonore Porchet (Grüne, VD) erinnerte in ihrer Ansprache daran, wie wichtig es ist, «Tiere als empfindsame Wesen und nicht als Sachen im Dienste des Menschen zu betrachten und die Ausbeutung von Tieren anzuprangern». Neben Léonore Porchet waren bei der Übergabe der Unterschriften auch Nationalrätin Ursula Schneider-Schüttel (SP, FR) sowie die Nationalräte Nicolas Walder (Grüne, GE) und Gerhard Andrey (Grüne, FR) vor Ort. Die Co-Präsidentin der COA, Catherine Santoru, kritisierte die behördlich bewilligte Verstümmelung von Tieren. Diese Praxis diene allein dazu, «die Produktivität von Nutztierbetrieben zu erhöhen», und die Tiere würden damit auf Kosten ihrer Gesundheit und ihres Wohlbefindens «instrumentalisiert und zu Maschinen degradiert», so Santoru weiter.

Versuche mit Fistelkühen werden in der Schweiz seit mehr als 35 Jahren durchgeführt und finden an den Agroscope-Standorten Changins (VD) und Posieux (FR) statt. Bei dieser Methode schneiden die Forscher ein etwa 15 cm grosses Loch in die Flanke der Kuh und machen daraus eine Art «Bullauge». Durch diese Öffnung können sie mit dem Arm in den Pansen, einen der vier Mägen der Kuh, greifen, um Futterproben zu entnehmen. Die Versuche dienen hauptsächlich dazu, die Verdaulichkeit von neuen Futtermitteln zur Förderung der Milchproduktion zu testen.

In ihrer Antwort auf ein Schreiben der COA bestätigte die eidgenössische Forschungsanstalt Agroscope Ende Januar 2020, diese Versuche würden zurzeit nicht mehr durchgeführt. Sie schloss jedoch nicht aus, dass sie wieder aufgenommen werden. Die 21'312 Unterzeichner/innen der Petition fordern vom Bundesrat ein Verbot dieser Versuche. In der heutigen Zeit, wo Tierethik zu einem gesellschaftlichen Thema wird und das Bewusstsein der Bevölkerung für unseren Umgang mit den Tieren wächst, haben solche Experimente keinen Platz mehr.

Die Coalition animaliste wurde 2018 gegründet. Der gemeinnützige Verein ist ein Zusammenschluss von mehreren Organisationen, darunter auch die LSCV, sowie Aktivistinnen, Aktivisten und Politiker/innen, die sich gegen Speziesismus und jegliche Ausbeutung von Tieren einsetzen.



Änderung der Pelzdeklarationsverordnung

Ein durchwachsenes Resultat

Im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zur Änderung der Pelzdeklarationsverordnung, welches das Eidgenössische Departement des Innern vom 8. Februar bis 17. Mai 2019 durchführte, gingen 49 Stellungnahmen von Kantonen, politischen Parteien und verschiedenen Organisationen ein. Auch die LSCV nahm Stellung. Am 19. Februar 2020 verabschiedete der Bundesrat die definitive Fassung der revidierten Pelzdeklarationsverordnung. Und gemessen an den erwarteten Verbesserungen sind die Änderungen gesagt enttäuschend.

Eine Verordnung, an die sich der Handel nicht hält

Seit dem 1. März 2013 verpflichtet die Pelzdeklarationsverordnung alle Händler, die in der Schweiz Pelze anbieten, auf dem Produkt den Namen der Tierart, das Herkunftsland des Fells sowie die Art der Haltung oder die Fangmethode anzugeben.

Der Bundesrat bezweckte mit dieser Verordnung eine Sensibilisierung der Konsumenten und in der Folge einen Rückgang der Pelzimporte.

Leider wurde die Verordnung nie wirksam umgesetzt. Das lag in erster Linie am mangelnden Willen des zuständigen Bundesamtes (BLV). Die Zahl der durchgeföhrten Kontrollen war so lächerlich gering wie die Konsequenzen, mit denen die Händler bei entdeckten Verstößen zu rechnen hatten.

Die LSCV führte insbesondere 2017 und 2018 zahlreiche Kontrollen in Läden durch. In rund 80 Prozent der Fälle wurden die gesetzlichen Vorgaben nicht eingehalten und die Verstöße wurden, mit Dokumenten und Fotos belegt, dem BLV gemeldet. Doch ein wirksames Eingreifen der Behörde blieb aus. Erst nachdem die Kritik auch in den Medien zunahm, schien das BLV seine Aufgabe doch noch ernst zu nehmen. Mehrere Läden, welche die LSCV 2019 kontrollierte, gaben an, auch vom BLV Besuch erhalten zu haben.

In ihrer Stellungnahme vom 16. Mai 2019 forderte die LSCV vor allem eine Änderung des nicht zur Vernehmlassung vorgesehenen Art. 9 der Verordnung: Die Durchführung der Kontrollen sollte endlich den Kantonen und deren Behörden übertragen werden. Da das BLV offenbar ungern seine Berner Bü-

Die LSCV hatte am 13. Februar und 17. Mai 2019 Demos gegen die neue Verordnung und die Rückschritte bei der Pelzdeklaration organisiert. Am 17. Mai 2019 wurden bei der Bundeskanzlei die Unterschriften der von der LSCV lancierten Petition gegen die Verordnungsrevision eingereicht.

ros verlässt, um diese Aufgabe wahrzunehmen, würde diese besser an Institutionen delegiert, die auch tatsächlich wirksame Kontrollen durchführen können. Doch wie erwartet ging das BLV nicht auf diesen Vorschlag ein, was den Verdacht nährt, dass die Verordnung letztlich auch die wirtschaftlichen Interessen der Pelzhändler wahrt soll.

Einzelne Fortschritte in der revidierten Verordnung

Die wichtigste Neuerung besteht darin, dass künftig sämtliche Pelzprodukte über die Deklaration «Echtpelz» verfügen müssen (Art. 2a), was bisher nicht der Fall war. Zudem muss bei entsprechender Haltungs- oder Jagdform neu die Angabe «aus in der Schweiz nicht zugelassener Fallenjagd» bzw. «aus in der Schweiz nicht zugelassener Käfighaltung mit Gitterböden» gemacht werden (Art. 5 Abs. 2 und 3). Diese Bestimmung, die im Entwurf des BLV zuerst nicht enthalten war, wurde aufgrund der massiven Kritik vonseiten der Tierschutzorganisationen eingeführt. Wenn der Bundesrat mit der Verordnung tatsächlich eine Sensibilisierung der Konsumentinnen und Konsumenten für das verursachte Tierleid erreichen will, ist es unabdingbar, dass dieses Leid auf den Produktetiketten deklariert wird.

Leider wurden der Verordnung auch mehrere enttäuschende Bestimmungen hinzugefügt. Ist zum Beispiel die Herkunft des Fells nachweislich nicht bekannt, sind künftig vage Angaben wie «Herkunft unbekannt» zulässig (Art. 4 Abs. 4).

Die revidierte Verordnung tritt am 1. April 2020 in Kraft.





Eidgenössisches Parlament



Wer setzt sich für Tiere ein?
Qui défend les animaux ?
Chi difende gli animali ?

Motion 19.4425, eingereicht am 12. Dezember 2019 von Nationalrat Matthias Aeischer (SP, Bern)



Importverbot für tierquälerisch erzeugte Pelzprodukte

Eingereichter Text

Der Bundesrat wird beauftragt, gestützt auf seine Kompetenz in Artikel 14 Absatz 1 TSchG ein Importverbot für tierquälerisch erzeugte Pelzprodukte zu erlassen.

Begründung

Sowohl die im Ausland üblichen Methoden der Pelztierjagd (Tellereisen, Schlingen- und Totschlagfallen) als auch die Haltungsbedingungen in kommerziellen Pelztierzuchtbetrieben (enge Käfige mit Drahtgitter-Böden) erfüllen gemäss Schweizerischem Tierschutzgesetz klar den Tatbestand der Tierquälerei. Die Tiere erleiden enorme Qualen. Immer wieder kommt es zudem vor, dass Tiere vor ihrer Tötung nur unzureichend oder gar nicht betäubt und bei lebendigem Leib gehäutet werden. Die gängigen Formen der Pelzgewinnung widersprechen damit grundlegenden Wertvorstellungen der schweizerischen Bevölkerung

Dennoch werden nach wie vor grosse Mengen an Pelzprodukten in die Schweiz eingeführt. Um die Importzahlen zu senken und den Kunden eine fundierte Kaufentscheidung zu ermöglichen, wurde 2013 die Pelzdeklarationsverordnung in Kraft gesetzt. Aufgrund inhaltlicher Mängel und gravierender Defizite in der Umsetzung führt diese nicht zur notwendigen Transparenz. Selbst eine optimal ausgestaltete und umgesetzte Deklarationspflicht könnte nicht verhindern, dass tierquälerisch gewonnene Pelzwaren weiterhin eingeführt und verkauft werden.

Vor diesem Hintergrund drängt sich der Erlass eines Importverbots für tierquälerisch erzeugte Pelzprodukte auf. Nur mittels eines solchen lässt sich verhindern, dass die Schweiz durch eine inländische Nachfrage Pelzgewinnungsmethoden im Ausland fördert, die von einem überwiegenden Teil der Schweizer Bevölkerung klar abgelehnt wird. Ein solches Importverbot wäre auch mit den internationalen Handelsverpflichtungen der Schweiz vereinbar, wie eine Dissertation und zwei Rechtsgutachten belegen. Die dort vorgebrachte Argumentation wurde von den WTO-Gremien im Zusammenhang mit einem von der EU erlassenen Importverbot für Robbenprodukte im Wesentlichen bestätigt.

Mit dem von der EU übernommenen Importverbot für Robbenprodukte und jenem für Hunde- und Katzenfelle bestehen in der Schweiz schon heute tierschützerisch motivierte Einfuhrverbote. Konsequenterweise ist ein solches aus den oben dargelegten Gründen für sämtliche Pelzerzeugnisse zu erlassen, für deren Herstellung Tiere in tierquälerische Weise gehalten, gefangen oder getötet wurden.



Stellungnahme des Bundesrates vom 19.02.2020

Der Bundesrat ist sich bewusst, dass der Tierschutz bei importierten Pelzprodukten der Bevölkerung zunehmend ein Anliegen ist. Er hat dieser Entwicklung mit der 2013 in Kraft getretenen Pelzdeklarationsverordnung (SR 944.022) Rechnung getragen. Die Wirksamkeit der Pelzdeklarationsverordnung wurde 2016 extern evaluiert. Dabei hat sich ergeben, dass sowohl das Verkaufspersonal als auch die Konsumentinnen und Konsumenten durch die Deklarationspflicht besser über die Produktion von Pelzprodukten informiert sind.

Um die Wirkung der Pelzdeklarationspflicht zu verbessern, hat der Bundesrat am 19. Februar 2020 eine Änderung der Pelzdeklarationsverordnung verabschiedet. Neu besteht u.a. eine Pflicht, Echtpelz als solchen zu deklarieren, damit dieser auf einen Blick von Kunstpelz unterscheidbar ist. Zudem wird bei Gewinnungsarten, die offensichtlich mit dem Tierwohl unvereinbar sind, die Deklarationspflicht verstärkt. So ist bei Pelzprodukten, die durch Fallenjagd oder in Käfigen mit Gitterböden gewonnen wurden, neu ausdrücklich anzugeben, dass diese Gewinnungsarten in

der Schweiz nicht zulässig sind. Schliesslich hat der Bund die Kontrollen in Verkaufsgeschäften intensiviert und auch Strafverfahren bei mangelhafter oder fehlender Deklaration eingeleitet.

Der Bundesrat setzt damit primär auf die transparente Information der Konsumentinnen und Konsumenten. Die Deklarationspflicht von Pelzprodukten soll den Konsumentinnen und Konsumenten einen fundierten Kaufentscheid ermöglichen und dadurch Import und Verkauf von Pelzprodukten, bei deren Gewinnung dem Tierschutz unzureichend Rechnung getragen wurde, senken. Ein Importverbot stünde im Widerspruch zu diesem Ansatz. Auch hat sich der Bundesrat wiederholt gegen ein Importverbot für tierquälerisch erzeugte Pelzprodukte ausgesprochen, weil ein solches von Handelspartnern bei der World Trade Organization (WTO) oder im Rahmen von Freihandelsabkommen (z.B. EU) aufgrund einer möglichen Diskriminierung angefochten werden könnte (vgl. Bericht «Pelzdeklarationspflicht» des Bundesrates vom 23. Mai 2018). Schliesslich wäre ein Importverbot von tierquälerisch erzeugten Pelzprodukten mit erheblichen Vollzugsproblemen konfrontiert, da international nicht definiert ist, was «tierquälerisch» bedeutet. Zudem wären äusserst aufwendige Kontrollen vor Ort notwendig.

Der Bundesrat setzt aus diesen Gründen weiterhin auf die Deklarationspflicht für Pelzprodukte. Nach fünf Jahren soll jedoch die revidierte Pelzdeklarationsverordnung auf ihre Wirksamkeit hin evaluiert werden.

Der Bundesrat beantragt die Ablehnung der Motion.

<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-visita/geschaef?AffairId=20194425>

Die Tageszeitung La Liberté berichtet über Happy Books - LSCV-Buchhandlung & Café

«Sich in Freiburg den Bauch vollschlagen, ohne Tieren zu schaden», so lautete der Titel des Artikels, der die Qualität der angebotenen Speisen lobte, die angenehme Ruhe im Lokal beschrieb und unseren Einsatz für die Rechte der Tiere erklärte. Ein grosses Dankeschön an die Freiburger Tageszeitung für diese freundliche Empfehlung.



PKZ wird pelzfrei

Die PKZ-Gruppe hat am 3. Januar 2020 bekannt gegeben, sie werde ab Frühling 2021 sämtliche Artikel, die Pelz enthalten, aus ihrem Sortiment entfernen.

PKZ gibt an, das Pelzangebot in den letzten Jahren bereits reduziert zu haben. So kaufe die Gruppe seit 2016 keine Pelze aus China oder Russland mehr ein und biete seit 2018 keine Produkte mit Angorawolle mehr an. Künftig will PKZ nur noch Kunstpelz-Produkte verkaufen und zudem Füllungen aus recycelten Materialien statt aus Daunen ins Sortiment aufnehmen.

Die Anti-Pelz-Aktionen gehen weiter

Die Ankündigung von PKZ ermutigt uns, die Kampagnen gegen die letzten Firmen, die noch Echtpelz-Produkte verkaufen, weiterzuführen. Die LSCV hat seit 2014 zahlreiche Aktionen gegen PKZ durchgeführt, vor allem vor dem grössten PKZ-Geschäft an der Zürcher Bahnhofstrasse. Die Demos vor dem Laden, Telefonkampagnen und Gespräche mit der Direktion haben dazu beigetragen, dass die Gruppe nun auf den Verkauf von Pelzprodukten verzichten will. Das zeigt: Es kann zwar etwas länger dauern, bis unsere Aktionen Früchte tragen, doch wir dürfen niemals aufgeben. Letztlich trägt jede einzelne Aktion dazu bei, unsere Sache voranzubringen.

Wir danken Ihnen allen für Ihre Unterstützung!

Dieser Erfolg ist eine gute Gelegenheit, Ihnen allen unsern tiefsten Dank für Ihre anhaltende Unterstützung auszusprechen. Unsere Kampagnen kosten nicht nur Zeit, sondern auch Geld. Nur dank Ihnen können wir sie überhaupt umsetzen. Vielen herzlichen Dank auch allen Aktivistinnen und Aktivisten, die zu allen Jahreszeiten und bei jedem Wetter an unserer Seite auf die Strasse gehen, um den Tieren eine Stimme zu geben.

CAMPAX
mehr change happen

Online-Petition zum Unterzeichnen

Kein Import von tierquälerisch erzeugten Pelzprodukten

Die Petition richtet sich an die Vereinigte Bundesversammlung und fordert die 246 Bundesparlamentarier/innen auf, die Motion 19.4425 von Nationalrat Matthias Aeischer für ein Importverbot von tierquälerisch erzeugten Pelzprodukten zu unterstützen. Die Petition ist in deutscher, französischer und italienischer Sprache online verfügbar. Sie existiert nicht in Papierform und kann nur auf der Website Campax unter der folgenden Adresse unterzeichnet werden:
<https://act.campax.org/petitions/schweiz-pelzfrei>

Bitte unterzeichnen Sie die Petition und machen Sie auch andere darauf aufmerksam. Herzlichen Dank!



NEIN zum revidierten Jagdgesetz!

Im September 2019 hat das eidgenössische Parlament, das in seiner damaligen Zusammensetzung dem Schicksal der Tiere mehrheitlich gleichgültig gegenüberstand, eine Änderung des Jagdgesetzes (JSG) verabschiedet. Dagegen wurde ein Referendum ergriffen, das von mehreren Schweizer Natur- und Tier-schutzorganisationen unterstützt wird.

Am 17. Januar 2020 konnten der Bundeskanzlei mehr als 70'000 Unterschriften übergeben werden. Diese bestätigte 58'570 beglaubigte Unterschriften. Damit ist die Schwelle von 50'000 nötigen Unterschriften überschritten und das Referendum kommt zustande. Nun wird das Volk über die Gesetzesrevision abstimmen können.

NEIN zum missratenen Abschuss-Gesetz

Das neue Gesetz enthält zwar einzelne sinnvolle Bestimmungen wie den Erhalt und die Förderung von Wildtierkorridoren, die für die Bewegungen der Wildtiere notwendig sind, oder den Schutz von

mehreren Wildentenarten, im Übrigen trägt es aber vor allem die Handschrift von jagdfreundlichen Parlamentariern. Das revidierte Gesetz überträgt Kompetenzen im Bereich des Wildtierschutzes vom Bund an die Kantone und ermöglicht diesen, «nach Anhören des BAFU» auch Steinböcke oder Wölfe zum Abschuss freizugeben (Art. 7a Bst. a und b JSG). Zudem erhält der Bundesrat die Möglichkeit, ohne Parlamentsbeschluss oder Volksabstimmung den Abschuss von weiteren geschützten Tierarten zuzulassen (Art. 7a Bst. c JSG). Davon wären Arten wie Biber, Graureiher, Höckerschwan oder Luchs betroffen, für die Jägerkreise regelmässig auf eine Abschussfreigabe drängen.

Die Umwelt und die Tiere, die darin leben, müssen vor Einzelinteressen und dem Einfluss der Jagdlobby geschützt werden. Wir bitten Sie deshalb, NEIN zur Änderung des Jagdgesetzes zu stimmen. Die Volksabstimmung zu dieser Gesetzesänderung war für den 17. Mai 2020 vorgesehen. Der Abstimmungstermin wurde vom Bundesrat auf einen noch nicht festgelegten Zeitpunkt verschoben.

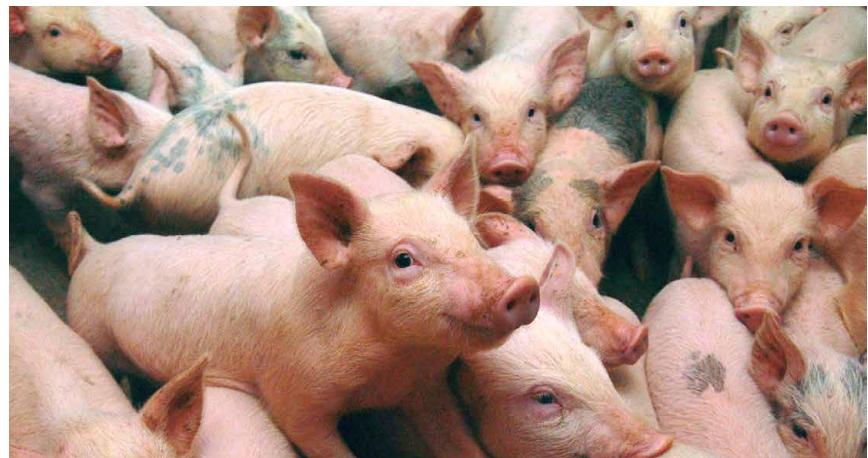
<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaef?AffairId=20170052>



Bundesrat will Massentierhaltung nicht verbieten

Es ist keine grosse Überraschung: Der Bundesrat empfiehlt, die von Sentience Politics lancierte Volksinitiative «Keine Massentierhaltung in der Schweiz» abzulehnen. Die Aufnahme von privaten Biostandards in die Verfassung und die Ausdehnung auf den Import gehen ihm zu weit. Er schlägt stattdessen einen direkten Gegenentwurf vor.

Die Massentierhaltungsinitiative wurde am 12. Juni 2018 lanciert und am 17. September 2019 mit 106'125 gültigen Unterschriften eingereicht. Sie zielt darauf ab, durch Änderung von Artikel 80a der Bundesverfassung die Würde des Tieres zu schützen und insbesondere die Massentierhaltung zu verbieten. Der Bund soll Kriterien «für eine tierfreundliche Unterbringung und Pflege, den Zugang ins Freie, die Schlachtung und die maximale Gruppengrösse je Stall» festlegen. Diese Kriterien müssen mindestens den Anforderungen der Bio-Suisse-Richtlinien von 2018 entsprechen. Die Initianten fordern, dass die neue Verfassungsbestimmung auch für die Einfuhr von Tieren und tierischen Produkten gilt.



Der Bundesrat schreibt in seiner Stellungnahme, die Verankerung der privaten Bio-Suisse-Richtlinien in der Verfassung gehe ihm zu weit. Zudem sei die Anwendung dieser Standards auf Importe unvereinbar mit Handelsabkommen und nur schwer umsetzbar. Er will deshalb Kriterien für das Wohlergehen von Nutztieren in einen direkten Gegenentwurf aufnehmen und in der Verfassung verankern.

Einmal mehr stehen für den Bundesrat

damit wirtschaftliche Überlegungen im Vordergrund, und das Tierwohl kommt erst an zweiter Stelle.

Die LSCV hat die Unterschriftensammlung für die Initiative unterstützt und wird auch die Abstimmungskampagne unterstützen. Die Argumente des Bundesrats lehnt sie ab. Massentierhaltung ist Tierquälerei. Sie ist durch nichts zu rechtfertigen und gehört verboten.

<https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-77944.html>

Mémento

Ogni dono conta !

La LSCV non riceve alcuna sovvenzione dai poteri pubblici, ciò che le garantisce una totale indipendenza.

A seconda del vostro luogo di residenza, i doni sono generalmente deducibili dalle tasse. Utilizzate il bollettino di versamento nel presente giornale o procedete via e-banking per i vostri doni o quote.

Quota annua dei Soci : Minimo CHF 15.--

Se possibile, privilegiate i versamenti tramite ordine di pagamento o e-banking che sono gratuiti. Ogni versamento effettuato in ufficio postale è fatturato dalla Posta tra CHF 1.50 e CHF 3.55.

Un immenso grazie!

Personne di contatto

Avete una domanda relativa alla sperimentazione animale, un progetto da realizzare connesso alla protezione degli animali o al funzionamento della LSCV?

Il nostro Presidente Luc Fournier vi risponderà volentieri! Contattatelo : l.fournier@lscv.ch

Desiderate organizzare azioni, manifestazioni, oppure avete voglia di unirvi ad un gruppo di militanti attivi ?

Per la Svizzera tedesca, contattate (in tedesco) il nostro vice Presidente Benjamin Frei : b.frei@lscv.ch



Per la Svizzera romanda, contattate (in francese) la nostra segretaria del Comitato Laurianne Nicoulin ed Paul Ecoffey : actions@lscv.ch



Avete una domanda amministrativa o di carattere generale, desiderate ottenere il contatto diretto di un membro del Comitato ?

Contattate via mail o allo 022 349 73 37 la nostra segreteria : Laurianne Nicoulin (francese, inglese) o Charly Pache (tedesco), lunedì, martedì, giovedì e venerdì dalle 9.00 alle 12.30 e dalle 14.00 alle 16.00.



Avete una domanda relativa agli alimenti per cani e gatti non testati sugli animali ?

Contattate petfood@lscv.ch

Avete una domanda relativa alle azioni politiche portate avanti in favore della protezione degli animali in seno al nostro Parlamento federale ? Contattate info@animali-parlemento.ch

I lasciti sono esonerati dalle tasse

La LSCV è riconosciuta di pubblica utilità e i doni e lasciti che riceve non sono tassati fiscalmente.

Avete voglia di venire a trovarci ?

Vi accogliamo con piacere lunedì, martedì, giovedì e venerdì dalle 9.30 alle 12.30 e dalle 14.00 alle 17.00, nei locali della nostra sede situata a Ginevra :

Indirizzo:

Chemin des Arcs-en-Ciel 3
1226 Thônex
0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Indirizzo postale

LSCV, Case postale 148, 1226 Thônex

In quanto socio ricevete il nostro giornale quattro volte all'anno

Non dimenticate di comunicarci ogni eventuale cambiamento di indirizzo. La Posta ci fattura CHF 2.-- per ogni giornale rinviato al mittente e non comunica più i nuovi indirizzi. Se non ricevete il giornale, non esitate a contattarci! I periodi di distribuzione sono : marzo, giugno, settembre o ottobre, dicembre.

Contribuite alla diffusione delle informazioni

Desiderate distribuire il nostro giornale nelle cassette delle lettere del vostro quartiere o altrove ? Vi invieremo con piacere il numero di copie richiesto.

Quote e doni

Dalla Svizzera

Conto n° 12-2745-6
IBAN : CH38 0900 0000 1200 2745 6

Dall'Europa in EURO

Conto n° 91-438913-2
IBAN : CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC : POFICHBEXXX

Istituto : PostFinance,
Nordring 8,
3030 Bern

Titolare : Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale

Indirizzo : Case postale 148,
1226 Thônex

Libreria caffé LSCV

HAPPY BOOKS

Aperto da lunedì a sabato, dalle 9.00 alle 19.00. Cucina 100% vegan.
Rue Hans-Geiler 2, 1700 Friburgo
026 321 12 67
happybooks@lscv.ch



IMPRINTUM Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale (LSCV)

La LSCV è stata fondata a Ginevra nel 1883, sulla scia del movimento antivivisezionario sorto in Inghilterra negli anni 1870. La LSCV è un'associazione conforme ai termini dell'articolo 60 del Codice civile svizzero. Il suo funzionamento, la sua attività, i suoi obiettivi, la nomina del suo Comitato e l'utilizzazione dei suoi averi sono fissati dallo statuto dell'associazione, adottato in occasione dell'Assemblea generale dei suoi soci il 30 giugno 1978. La sede della LSCV si trova a Ginevra. Un edificio acquistato nel comune di Thônex vi accoglie i suoi uffici dal 1993. Conformemente all'art.2 del suo Statuto, la LSCV mira all'abolizione totale della « pratica di esperimenti medici, scientifici o commerciali sull'animale vivo ». Si impegna nel « conseguimento su tutto il territorio svizzero, di una legislazione che garantisca la difesa ed il rispetto dei diritti dell'animale », ed a consentire « il miglioramento costante di questa legislazione e controllarne in permanenza l'attuazione ». Promuove ed incoraggia finanziariamente « la messa a punto di nuovi metodi di ricerca scientifica » che consentano l'abolizione della sperimentazione animale. Incoraggia e sostiene particolarmente i metodi detti sostitutivi (o alternativi), che ricorrono a tessuti o cellule umane (modelli *in vitro*) provenienti per esempio da biopsie praticate negli ospedali, o da dati bio-informatici (modelli *in silico*). Ai sensi dell'articolo 19 del suo statuto, la LSCV non persegue alcun scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati unicamente per il conseguimento degli obiettivi prefissati. **Pubblicazione :** Giornale trimestrale. Tranne indicazione contraria, gli articoli sono redatti in francese dalla LSCV e tradotti. // **PAO e maquette :** LSCV // **Tipografia :** carta riciclata 80 gm² // **Indirizzo :** LSCV, Case postale 148, CH - 1226 Thônex

Édito

Care Socie e cari Soci,
Care amiche e cari amici della Lega,
Care lettrici e cari lettori,

il 28 febbraio scorso, il Tribunale amministrativo di Ginevra ha respinto il nostro ricorso contro il diniego da parte del Dipartimento del territorio (DT-OAC) dell'autorizzazione a costruire 4 rifugi per l'accoglienza di animali sul nostro sito di Avusy. In un primo momento, la decisione del DT-OAC ci è sembrata chiaramente una misura di ritorsione contro la LSCV. Da anni combattiamo infatti contro il Dipartimento e la sua volontà di reintrodurre l'abbattimento degli animali da parte dei cacciatori, quando invece la caccia è vietata nel cantone dal 1974. Quindi il fatto che il TA abbia accolto gli argomenti parziali e oltranzisti del DT-OAC ci rammarica molto. Tuttavia, anche se non possiamo opporci a tale decisione, continuiamo a non darci per vinti. Se la legge viene applicata abusivamente, allora dobbiamo imparare a raggirarla!

Stiamo pensando alle altre possibilità per poter portare a termine, malgrado tutto, il nostro progetto pedagogico in maniera legale, che ciò piaccia o meno all'autorità cantonale. Saremo lieti di rendervi partecipi di alcune piste possibili in occasione della prossima Assemblea generale, che si terrà sul nostro sito d'Avusy probabilmente l'ultima settimana di giugno. L'ordine del giorno, la convocazione e i conti 2019 saranno pubblicati nella prossima edizione del nostro giornale.

Dall'inizio dell'anno, la LSCV si è inoltre impegnata in alcune azioni di lobbying in seno al Parlamento. La nuova composizione delle due camere federali ci fa ben sperare che questa legislatura di 4 anni possa essere benefica per gli animali. Ci impegniamo a modificare le leggi che sono ingiuste. E grazie al vostro impegno costante, dovremmo essere in grado di fare dei progressi interessanti. Non solo per gli animali, ma anche per uomini e ambiente. Prendere coscienza delle crudeltà inflitte agli animali significa anche pensare ad un mondo più giusto.

L'allerta sanitaria, cui ci troviamo confrontati in questo momento, è anche l'occasione per sollecitare i nostri eletti ad impegnarsi per una ricerca più efficace. È necessario abbandonare il dogma della sperimentazione animale per sviluppare finalmente modelli di studio etici, i cui risultati possano essere applicati direttamente all'uomo.

Ci auguriamo che voi tutti/-e possiate trascorrere questo periodo difficile nelle migliori condizioni possibili.

Nell'attesa di ritrovarvi presto, vi inviamo i nostri più cordiali saluti.

Luc Fournier
Presidente



Per una ricerca etica ed efficace

Per quanto la non predittività del modello murino per le malattie infettive sia accertata da più di un decennio, le nostre autorità non hanno ancora messo in atto alcun mezzo concreto per trovarvi una soluzione.

Questa non può essere apportata certo dai ricercatori, costantemente sotto pressione per pubblicare costi quel che costi, anche se queste pubblicazioni si riveleranno poi inutili. Senza pubblicazioni regolari infatti, non ci sono finanziamenti alla ricerca e di conseguenza nemmeno la continuazione della carriera accademica.

La sperimentazione animale permette senz'altro di effettuare studi su un sistema completo, non ancora riproducibile con nessun modello sostitutivo. E quindi? Indipendentemente dalle crudeltà di tali studi, a cosa serve realmente usare un organismo "completo" se questo conduce a conoscenze errate e rallenta la ricerca?

Negli ultimi dieci anni i metodi sostitutivi sono stati oggetto di uno sviluppo esponenziale. La ricerca nell'ambito degli organoidi creati a partire da cellule umane è sorprendente. Questo è il futuro della sanità pubblica, non la reiterazione infinita di esperimenti su milioni di topi o ratti da laboratorio.

È il momento per le autorità di incoraggiare la fine della sperimentazione animale dato che dispongono dei mezzi finanziari necessari per imporre alle istituzioni pubbliche di operare in questa direzione. Vogliamo che le nostre tasse siano investite in una ricerca al servizio della sanità pubblica e non a quello delle università o delle carriere accademiche. L'eccellenza della ricerca deve avere l'obiettivo di salvare vite e non di accumulare pubblicazioni inutili.



Iniziativa popolare

Sì al divieto degli esperimenti sugli animali e sugli esseri umani

Lanciata il 3 ottobre 2017, l'iniziativa popolare "Sì al divieto degli esperimenti sugli animali e sugli esseri umani - Sì ad approcci di ricerca che favoriscono la sicurezza e il progresso" è stata presentata il 18 marzo 2019 con 123'640 firme valide contro le 100'000 necessarie.

L'iniziativa intende modificare la Costituzione svizzera (1), segnatamente introducendo nuove disposizioni all'articolo 80 (Protezione degli animali) e abolendone alcune all'articolo 118b (Ricerca sull'essere umano). Le principali novità sono le seguenti:

L'iniziativa chiede il divieto degli esperimenti sugli animali e sugli esseri umani (art. 80, cpv. 3). I test sono possibili solo se fanno l'interesse generale e preponderante del soggetto (animale o uomo) in questione (art. 80, cpv. 3, lett. a).

È vietato importare ed esportare prodotti che continuano ad essere oggetto diretto o indiretto di sperimentazione animale. Il divieto non concerne prodotti già esistenti che non sono più oggetto di esperimenti (art. 80, cpv. 3, lett. b).

Gli approcci sostitutivi devono ricevere finanziamenti pubblici almeno in maniera equivalente a quelli ricevuti in precedenza dalla sperimentazione animale (art. 80, cpv. 3, lett. d).

Posizione del Consiglio federale

Nel comunicato stampa del 26 giugno 2019 (2), il Consiglio federale ha annunciato la sua opposizione all'iniziativa ritenendo che "esseri umani e animali sono adeguatamente protetti nella ricerca". Il Consiglio federale ha raccomandato al Parlamento di respingere l'iniziativa



senza opporre alcun contoprogetto diretto o indiretto.

Ha altresì assicurato che la Confederazione incoraggia già abbastanza le alternative alla sperimentazione animale, dichiarando quanto segue: "Lo scorso anno, in collaborazione con le scuole universitarie e l'industria farmaceutica, è stato fondato un Centro di competenza con il proposito di rafforzare il cosiddetto principio delle 3R (replace, reduce and refine). Questo principio punta a sostituire gli esperimenti sugli animali con metodi alternativi, a ridurne il numero e a limitare la sofferenza degli animali stessi".

3 R Swiss 3R
C C Competence Centre

Sostegno della Confederazione ai metodi alternativi: basta all'ipocrisia, Sì ad un sostegno concreto

No, non è vero che la Confederazione fornisce un aiuto concreto allo sviluppo dei metodi sostitutivi. Per circa 30 anni, il Consiglio federale ha appoggiato il lavoro della Fondazione ricerca 3R che non ha fatto altro che scoraggiare i ricercatori ad intraprendere una carriera senza sperimentazione animale. Dinnanzi alle critiche sempre più insistenti sul funzionamento della Fondazione, il Consiglio federale ha deciso di scioglierla nel 2018 e di sostituirla con il famoso Centro di competenza 3R, che però riprende esattamente la stessa direzione della prima. Composto da ricercatori parassiti a favore della sperimentazione animale o da altri privi di coraggio o etica, tale centro eccelle in inerzia e inattività. Il suo primo rapporto sull'in-vito a presentare i progetti è esemplare (3). Su 54 progetti ricevuti, ne sono stati selezionati solo 6 per un totale di 1,2 milioni. Nel contempo, 80 milioni di fondi pubblici sono erogati solo per il mantenimento e il funzionamento dei centri di detenzione degli animali da laboratorio.

Tra i sei progetti accettati, inoltre, ci sono alcuni davvero avvillenti. Ad esempio quello di Philippe Bugnon dell'U-

niversità di Zurigo, che prevede di sviluppare un software che permetta ai ricercatori di ottimizzare le strategie di allevamento al fine di ridurre il potenziale eccesso di animali. O ancora quello di Petra Seebeck, dell'Università di Zurigo, e di Stephan Zeiter dell'AO Research Institute Davos, aventi per obiettivo lo sviluppo di direttive tendenti a stabilire standard minimi per la chirurgia sui roditori.

Prevedendo l'obbligo per la Confederazione e i cantoni di sostenere i metodi alternativi (mediante un contributo di diverse centinaia di milioni all'anno), l'iniziativa contribuirà ad un progresso concreto nell'ambito della sanità pubblica grazie allo sviluppo di nuovi metodi di ricerca etici ed efficaci.

Alcune questioni problematiche che potranno essere risolte

L'iniziativa contiene diverse disposizioni che potrebbero spaventare una larga fetta della popolazione durante la campagna di votazione. Ad esempio il divieto di importazione di nuovi farmaci, testati ancora in gran parte sugli animali, oppure la sospensione di alcuni studi condotti sull'uomo.

Come è stato sottolineato dal Consiglio federale nel suo messaggio al Parlamento del 13 dicembre 2019, numerosi passaggi del testo dell'iniziativa danno adito a confusione. L'articolo 80, cpv. 3 prevede il divieto assoluto di esperimenti su animali e esseri umani mentre la lettera a del medesimo lascia spazio a delle eccezioni. Nel contempo, l'art. 118b Cst. continua a renderli leciti a condizioni meno restrittive rispetto all'art. 80 Cst. Infine, mentre il termine "sperimentazione umana" non è definito in maniera formale in un testo legislativo, la legge sulla protezione degli animali contiene la definizione di "sperimentazione animale" e potrebbe essere modificata dal Parlamento.

Di conseguenza, nel caso in cui l'iniziativa dovesse essere accettata, spetterebbe al Parlamento promulgare una legge di applicazione che sarà l'occasione per apportare le modifiche necessarie a risolvere le questioni problematiche. Che si

tratti degli accordi internazionali inerenti alla libertà di commercio (in merito al divieto di importazione di alcuni prodotti) o del proseguimento degli studi clinici. Resta pertanto importante sostenere il principio stesso dell'iniziativa, ossia puntare ad una ricerca etica, predittiva e sicura per la sanità pubblica.

SI al divieto degli esperimenti sugli animali

Come abbiamo già detto, dobbiamo concentrarci sullo scopo principale dell'iniziativa e cioè l'abolizione della sperimentazione animale. A questo punto c'è poco da riflettere. La LSCV è abolizionista al 100%. È ormai ampiamente dimostrato che la ricerca sugli animali non è soltanto una pratica crudele ma anche un freno per l'innovazione. In ambito tossicologico, il modello animale è in grado di predire la tossicità di una nuova molecola solo nel 50% dei casi. Nell'ambito della ricerca applicata, dopo essere stati studiati sugli animali, 9 farmaci su 10 saranno abbandonati una volta testati sull'uomo. Per quanto concerne la ricerca fondamentale, lo spreco di vite e di denaro è semplicemente inestimabile. Quanti sono gli studi inutili condotti sugli animali? Quante molecole, che avrebbero potuto essere adatte all'uomo, sono state invece abbandonate solo perché i risultati sugli animali erano mediocri?

SI al cambiamento del sistema di ricerca, SI al divieto della sperimentazione animale

Luc Fournier

(1) <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html>

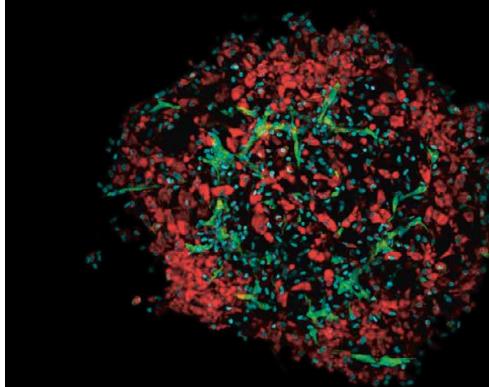
(2) <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaef?AffairId=20190083>

(3) <https://swiss3rc.org/category/research-funding/>

Tessuto adiposo umano riprodotto in 3D in laboratorio

Alcuni ricercatori sono riusciti a creare in laboratorio un tessuto adiposo umano in miniatura. Questo organoide riproduce in toto l'organizzazione del tessuto adiposo, compresa la ricca rete vascolare che lo caratterizza.

Il modello in vitro è stato riprodotto dai ricercatori dell'Inserm, del CNRS, dell'Università di Toulouse III-Paul-Sabatier, dell'Établissement français du sang e dell'École nationale vétérinaire di Tolosa. Quest'organoido (versione miniaturizzata di un organo che riproduce la sua organizzazione cellulare specifica) permetterà lo studio di malattie come obesità e diabete di tipo 2. Mentre organoidi di altri tessuti, come l'intestino, erano già stati creati, la riproduzione dell'organizzazione cellulare e vascolare del tessuto adiposo rappresenta una novità. Il lavoro è stato pubblicato nella rivista *Scientific Reports* (1)



In rosso, i lipidi stoccati negli adipociti; in verde, le cellule endoteliali strutturate in rete di vasi; in blu, i nuclei.

Il tessuto adiposo è caratterizzato da una vascolarizzazione molto densa. Riprodurlo significa dunque riprodurre anche i vasi. Ciò è stato possibile grazie ad una tecnica di coltura cellulare in 3D di ultima generazione, secondo la quale le cellule sono immerse in diversi ambienti nutritivi e protettori, realizzati partendo da cellule prelevate dal tessuto adiposo sottocutaneo umano. Il tessuto ottenuto è dunque costituito da cellule endoteliali, che formano i vasi, e da cellule adipose. Queste ultime, inoltre, si distinguono in adipociti di tessuto bruno o bianco (i due tipi di tessuto adiposo dell'uomo) proprio come nel corpo umano.

(1) <https://www.nature.com/articles/s41598-019-43624-6>



Quarta edizione della consegna del premio “Triple A della protezione degli animali”

Lunedì 2 marzo 2020, la consigliera nazionale Barbara Keller-Inhelder (UDC - SG) e il consigliere agli Stati Thomas Minder (senza partito - SH) hanno ricevuto a Berna un premio che ricompensa il loro impegno politico per la causa animale. La consigliera di San Gallo ha infatti depositato a fine 2018 una mozione per vietare l'importazione dei prodotti ottenuti infliggendo sofferenze agli animali. Il deputato di Sciaffusa, invece, si è sempre schierato a favore degli animali sin dalla sua elezione, circa dieci anni fa, al Consiglio degli Stati. Ha contribuito ad esempio al successo del divieto di importazione dei prodotti provenienti dalle foche e adesso si oppone con determinazione alla nuova legge sulla caccia.

Ogni anno, l'Alliance Animale Suisse, di cui la LSCV è membro, assegna il premio “Triple A della protezione degli animali” ad una personalità della società o della politica nominandola “Ambassadeur des Animaux Actif”. Lo scopo del premio è quello di premiare chi si procura per il benessere degli animali o per il miglioramento del loro status giuridico.

Succedendo alle premiazioni di Pascale Bruderer Wyss (PS-AG) nel 2016, Maya Graf (I Verdi-BL) e Matthias Aebscher (PS-BE) nel 2017, e ancora Isabelle Chevalley (PVL-VD) nel 2018, Barbara Keller-Inhelder e Thomas Minder hanno ricevuto il premio in presenza delle associazioni Animal Trust, Wildtierschutz Schweiz, la Coalition Animaliste, Stop Gavage Suisse e la LSCV. Erano inoltre presenti altri parlamentari svizzeri come Doris Fiala (PLR) e Martin Haab (UDC).



Discorso di Athénaïs Python tenuto in occasione della consegna dei premi

Barbara Keller-Inhelder

Oggi teniamo questo evento in onore delle persone che lavorano per migliorare i diritti degli animali nel nostro paese, soprattutto sul piano politico. Purtroppo era, è e sarà sempre un percorso difficile. Nonostante siano esseri viventi dotati di senzienza, capaci di provare emozioni, dolore, paura, gli animali sono utilizzati troppo spesso come beni di consumo, di intrattenimento e di sperimentazione. Per questo motivo persone come lei, Barbara Keller-Inhelder, che si impegnano in seno al Parlamento e lottano per il benessere degli animali, sono estremamente preziose.

Di recente ha depositato una mozione per vietare l'importazione dei prodotti ottenuti infliggendo sofferenze agli animali. Qualora il testo dovesse essere accolto, sarebbe una grande conquista per la causa animale. Teniamo a ringraziarla per il suo lavoro, con la speranza di vederla ancora in primo piano nella battaglia per la tutela degli animali.

Thomas Minder

Questo evento è dedicato a tutti coloro che si impegnano, in particolare in politica, per migliorare le condizioni degli animali. Politici come Thomas Minder che non hanno paura di prendere una posizione e lavorare affinché i diritti degli animali siano riconosciuti al meglio in Svizzera.

Nel 1989 si è unito all'azienda di famiglia Trybol AG, che proprio quest'anno celebra il suo 120° anniversario. Occupandosi di prodotti cosmetici e di cura ecologici e non testati su animali, l'azienda è rispettosa del benessere animale.

L'anno prossimo celebrerà i suoi 10 anni di attività in seno al Consiglio degli Stati. In questo lungo periodo, si è distinto per le sue azioni per la tutela degli animali, in particolare per aver preso parte al divieto di importazione di prodotti derivanti dalla foca.

Vogliamo ringraziarla per il suo prezioso contributo per un paese senza sfruttamento degli animali e contiamo sul suo impegno futuro.



Antispeciesism Swiss Awards 2019

Premiazione Animali-parlamento

La piattaforma Animali-parlamento è stata insignita del premio svizzero di antispecismo, che mette in primo piano progetti e azioni al fine di sostenerli.

Il premio della categoria "progetto non-profit dell'anno" è stato consegnato a Friburgo il 31 gennaio 2020, in presenza di Athénaïs Python, giornalista di Animali-parlamento e responsabile della comunicazione della LSCV, e di Luc Fournier, co-amministratore della piattaforma e presidente della LSCV.



"L'équipe di Animali-parlamento è felicissima che le siano state riconosciute le centinaia di ore di lavoro per permettere alle cittadine e ai cittadini di votare con consapevolezza. Il nostro obiettivo è di dimostrare che ogni partito politico, in ogni cantone, ci sono candidati e candidate sensibili alla causa animale. Il nostro lavoro ha dato i suoi frutti dato che, rispetto al 2015, nel nuovo Parlamento c'è un numero maggiore di eletti impegnati per i diritti degli animali. Questa è una notizia fantastica! Adesso speriamo che i politici mantengano le loro promesse e che la legislazione evolva rapidamente a favore degli animali."

Athénaïs Python

Gli altri vincitori sono:

Sabina Dellasant "Persona dell'anno 2019".

Alizée Veron "Discorso dell'anno 2019" per il suo discorso in occasione del World day for the End of Speciesism (Wodes), tenutosi a Losanna (VD) il 24 agosto: *"Anche se siamo diversi sotto diversi aspetti, non si decide chi ha il diritto di vivere o di morire sulla base di pelo, squame, zoccoli, intelligenza o colore del sangue."*

Animal Rights March (ZH), il 17 agosto "Evento dell'anno 2019".

La Crémierie Végane (GE), "Brand, prodotto, impresa food dell'anno 2019".

Jessie's (GE), "Brand, prodotto, impresa non-food dell'anno 2019".

Chantal Kaufmann, "Premio speciale della giuria".



Sperimentazione animale in Svizzera

Oltre 21'000 firme per fermare la fistulazione delle mucche

Mercoledì 11 marzo 2020, la Coalition animaliste (COA), di cui la LSCV è membro, ha depositato in Cancelleria federale le 21'312 firme raccolte per la petizione.

La consigliera nazionale Léonore Porchet (I Verdi – VD) è intervenuta per ricordare l'importanza di "considerare gli animali come esseri sentienti e non solo come cose alla mercé dell'uomo" e per denunciare lo sfruttamento animale. La consigliera nazionale Ursula Schneider-Schüttel (PS – FR) e i consiglieri nazionali Nicolas Walder (I Verdi – GE) e Gerhard Andrey (I Verdi – FR) si sono uniti alla consigliera vodese per consegnare la petizione.

Catherine Santoru, co-presidentessa della COA, ha denunciato le autorizzazioni a mutilare gli animali rilasciate dalle nostre autorità. Ha inoltre ricordato che tale pratica serve soltanto "ad aumentare la produttività del settore dell'allevamento" e che gli animali sono dunque "strumentalizzati e ridotti alla stregua di macchine", a discapito del loro benessere e della loro salute.

Questi esperimenti, presenti in Svizzera da più di 35 anni, sono eseguiti nei centri federali Agroscope di Changins (VD) e di Posieux (FR). I ricercatori praticano un foro nell'addome delle mucche per installarvi un "oblò" dal diametro di circa 15 centimetri. Questo permette loro di inserire il braccio all'interno del rumine, uno dei quattro stomaci delle mucche, per prelevare un campione di cibo. Tali esperimenti mirano principalmente a studiare la digeribilità di nuovi alimenti che permettono di aumentare la produzione di latte.

In una lettera di risposta alla COA, l'Agroscope ha affermato a fine gennaio 2020 di non praticare più questo tipo di esperimenti ma di non escludere la possibilità di riprenderli. I firmatari della petizione chiedono al Consiglio federale di vietare definitivamente tale pratica. In un'epoca in cui l'etica animale rappresenta una sfida sociale, in cui sono sempre più numerosi i cittadini sensibili al trattamento riservato agli animali, è necessario che questi esperimenti cessino.

La Coalition animaliste è un'associazione a scopo non lucrativo, fondata nel 2018, che riunisce associazioni, fra cui la LSCV, militanti e politici/-che di orientamento antispecista e abolizionista. La sua missione è di contribuire alla nascita di una società senza sfruttamento animale.



Revisione dell'ordinanza sulla dichiarazione delle pellicce

Un risultato ridimensionato

La revisione dell'ordinanza sulla dichiarazione delle pellicce, messa in consultazione dall'8 febbraio al 17 maggio 2019 dal Dipartimento federale dell'Interno, è stata oggetto di 49 prese di posizione da parte di cantoni, partiti politici e organizzazioni, fra cui la LSCV. Il 19 febbraio 2020 il Consiglio federale ha adottato il testo finale della revisione dell'ordinanza. Il minimo che si può commentare è che i miglioramenti attesi sono piuttosto deludenti.

Un'ordinanza ignorata dai negozi di pelliccia

L'ordinanza, che è in vigore dal 1° marzo 2013, obbliga tutti i negozi che vendono pellicce in Svizzera a menzionare sui prodotti il nome della specie animale, la provenienza del pellame e il modo in cui l'animale è stato detenuto o catturato. L'intenzione del Consiglio federale era quella di sensibilizzare i consumatori e ridurre, di conseguenza, l'importazione dei prodotti contenenti pelliccia.

Purtroppo l'ordinanza non è mai stata applicata in maniera efficiente. Innanzitutto a causa della mancata volontà dell'autorità federale (USAV) data la scarsità dei controlli e il carattere ir-

visorio delle sanzioni inflitte in caso di violazione.

La LSCV ha eseguito numerosi controlli nei negozi fra il 2017 e il 2018 ed ha constatato la violazione delle norme legali in circa l'80% dei casi. Tali violazioni sono state prontamente denunciate all'USAV, con tanto di documenti e foto. Tuttavia l'autorità non è intervenuta efficacemente. A seguito delle critiche diffuse dai media, l'USAV sembra aver finalmente preso sul serio il suo mandato. Numerosi negozi controllati dalla LSCV nel 2019 hanno dichiarato di aver ricevuto anche l'ispezione dell'autorità.

In una presa di posizione del 16 maggio 2019, la LSCV ha sollecitato soprattutto la modifica dell'art. 9 dell'ordinanza,

La LSCV aveva organizzato dei raduni in Piazza federale il 13 febbraio e il 17 maggio 2019 per manifestare contro la regressione del progetto di ordinanza. Le firme raccolte per la petizione contro il progetto lanciata dalla LSCV sono state consegnate alla Cancelleria il 17 maggio.

non prevista dalla consultazione, al fine delegare la competenza di effettuare controlli ai cantoni o a servizi autorizzati. Siccome l'USAV sembra non essere in grado di uscire dai suoi comodi uffici berneschi per adempiere al proprio compito, potrebbe almeno delegare a delle organizzazioni i controlli ufficiali. Come previsto, però, l'USAV non è entrato nel merito della proposta e ciò non fa che confermare la nostra idea che l'ordinanza è redatta anche per fare gli interessi economici dei pellicci.

Alcune conquiste della revisione

La principale novità consiste nell'obbligo, assente nel testo precedente, di menzionare "vera pelliccia" su ogni prodotto di pelletteria (art. 2a). Sarà altresì necessario indicare "non autorizzato in Svizzera" se il pellame proviene da caccia con trappola o da un allevamento con gabbie con fondo a griglia (art. 5, cpv. 2 e 3). Quest'ultima disposizione non era prevista nel progetto iniziale dell'USAV ed è stata inserita in un secondo momento a seguito delle numerose critiche da parte delle organizzazioni di tutela degli animali. Se il vero obiettivo del Consiglio federale è quello di sensibilizzare i consumatori sulle sofferenze inflitte agli animali, tali indicazioni sulle etichette erano doverose.

Tuttavia, sono numerose le disposizioni deludenti contenute nell'ordinanza. Ad esempio, se si potrà dimostrare che non si conosce l'origine della pelliccia, sarà possibile apporre sull'etichetta una dichiarazione vaga quale "origine sconosciuta" (art. 4 cpv. 4).

La revisione dell'ordinanza entrerà in vigore il 1° aprile 2020.





Wer setzt sich für Tiere ein?
Qui défend les animaux ?
Chi difende gli animali ?



Mozione 19.4425 depositata il 12 dicembre 2019 dal Consigliere nazionale Matthias Aeischer (PS - Berne)

Vietare l'importazione di prodotti di pellicceria ottenuti infliggendo sofferenze agli animali

Testo depositato

Il Consiglio federale è incaricato, sulla base della competenza di cui all'articolo 14 capoverso 1 LPAn, di emanare un divieto d'importazione di prodotti di pellicceria ottenuti infliggendo sofferenze agli animali.

Motivazione

Secondo la legge svizzera sulla protezione degli animali, sia i metodi di caccia di animali da pelliccia comunemente utilizzati all'estero (tagliole, trappole a laccio ecc.) sia le condizioni in cui sono tenuti gli animali da pelliccia negli allevamenti commerciali (gabbie strette con pavimenti grigliati) rientrano chiaramente nella fattispecie del maltrattamento di animali. Agli animali sono inflitte gravi sofferenze. Succede di continuo che vengano storditi in modo insufficiente o non vengano storditi affatto prima di essere uccisi e che siano scuoati vivi. Le comuni forme di ottenimento delle pellicce sono quindi in contraddizione con i valori fondamentali della popolazione svizzera.

Tuttavia, in Svizzera continuano a essere importate grandi quantità di prodotti di pellicceria. Per ridurre le importazioni e consentire ai clienti di prendere una decisione d'acquisto consapevole, nel 2013 è entrata in vigore l'ordinanza sulla dichiarazione delle pellicce che però, a causa di lacune contenutistiche e di gravi carenze nell'attuazione, non contribuisce a creare la necessaria trasparenza. Ma neanche un obbligo di dichiarazione concepito e attuato in modo ottimale permetterebbe di impedire l'importazione e la vendita di prodotti di pellicceria ottenuti infliggendo sofferenze agli animali.

In questo contesto s'impone l'introduzione di un divieto d'importazione di prodotti di pellicceria ottenuti infliggendo sofferenze agli animali. Solo in questo modo si può impedire che, attraverso la sua domanda interna, la Svizzera promuova all'estero metodi di ottenimento di pellicce chiaramente respinti da una netta maggioranza della popolazione svizzera. Un simile divieto d'importazione sarebbe inoltre compatibile con gli obblighi commerciali internazionali della Svizzera, come dimostrano una dissertazione e due perizie giuridiche. Le argomentazioni in esse addotte sono state sostanzialmente confermate dagli organi dell'OMC in relazione al divieto d'importazione di prodotti derivati dalle foche emanato dall'UE.

Con il suddetto divieto e il divieto d'importazione di pellicce di cane e di gatto ripresi dall'UE, in Svizzera vigono già oggi divieti d'importazione motivati da principi della protezione degli animali. Di conseguenza, per le ragioni sopra esposte, deve essere emanato anche un divieto d'importazione per tutti i prodotti di pellicceria per i quali gli animali sono tenuti, catturati o uccisi in modo crudele.



Parere del Consiglio federale del 19.02.2020

Il Consiglio federale è consapevole che per la popolazione svizzera è sempre più importante che i prodotti di pellicceria importati siano stati ottenuti nel rispetto della protezione degli animali. Ha tenuto conto di questo sviluppo adottando l'ordinanza sulla dichiarazione delle pellicce (RS 944.022), entrata in vigore nel 2013. L'efficacia dell'ordinanza è stata oggetto nel 2016 di una valutazione esterna dalla quale è emerso che, grazie all'obbligo di dichiarazione, sia il personale di vendita sia i consumatori sono meglio informati sulla fabbricazione di prodotti di pellicceria.

Per accrescere l'effetto dell'obbligo di dichiarazione delle pellicce, il 19 febbraio 2020 il Consiglio federale ha adottato una modifica dell'ordinanza citata che prescrive, tra le altre cose, anche l'obbligo di dichiarare la vera pelliccia come tale affinché possa essere distinta immediatamente dalla pelliccia artificiale. Questa modifica rafforza inoltre l'obbligo di dichiarare i modi di ottenimento palesemente incompatibili con il benessere degli animali: nel caso di prodotti di pellicceria con pelli ottenute da animali cacciati con trappole

o allevati in gabbie con pavimenti a griglia bisogna ora dichiarare espressamente che questi metodi non sono ammessi in Svizzera. La Confederazione ha infine intensificato i controlli nei negozi e avviato procedimenti penali in caso di dichiarazione lacunosa o mancante.

Il Consiglio federale punta quindi in primo luogo sulla trasparenza dell'informazione dei consumatori. L'obbligo di dichiarare i prodotti di pellicceria ha lo scopo di consentire ai consumatori una decisione di acquisto informata e di ridurre di conseguenza l'importazione e la vendita di prodotti di pellicceria ottenuti senza tenere sufficientemente conto del benessere degli animali. Un divieto di importazione sarebbe in contraddizione con questo approccio. Il Consiglio federale si è più volte pronunciato contro il divieto di importazione di prodotti di pellicceria ottenuti infliggendo sofferenze agli animali, poiché un tale divieto potrebbe essere impugnato dai partner commerciali dell'Organizzazione mondiale del commercio (OMC) o in virtù di accordi di libero scambio (p. es. con l'UE) in quanto discriminatorio (cfr. il rapporto del Consiglio federale del 23 maggio 2018 «Obbligo di dichiarazione delle pellicce»). Infine, un divieto di importazione di prodotti di pellicceria ottenuti infliggendo sofferenze agli animali incontrerebbe notevoli problemi di applicazione, dal momento che non esiste una definizione riconosciuta a livello internazionale di cosa significhi «infliggere sofferenze agli animali». Sarebbero inoltre necessarie ispezioni in loco estremamente complesse.

Per questi motivi, il Consiglio federale continua a puntare sull'obbligo di dichiarazione per i prodotti di pellicceria. Fra cinque anni è comunque prevista una valutazione dell'efficacia dell'ordinanza sulla dichiarazione delle pellicce rivista.

Il Consiglio federale propone di respingere la mozione.

<https://www.parlament.ch/it/ratsbetrieb/suche-curia-vista-geschaef/;AffairId=20194425>

Il quotidiano **La Liberté** è venuto a trovarci nella nostra libreria caffè **LSCV Happy Books**

«A Friburgo, rimpinzarsi ma senza animali», era il titolo dell'articolo in cui si descriveva la qualità dei piatti proposti, la quiete del posto e il suo scopo di attivismo per i diritti degli animali. Un grande grazie al quotidiano friburghese per questo articolo da «infatuazione».



PKZ dice basta alle pellicce

Il 3 gennaio 2020 il gruppo PKZ ha annunciato di bandire dai suoi negozi, a partire dalla primavera 2021, tutti gli articoli contenenti pelliccia.

PKZ ha dichiarato di aver già diminuito il suo assortimento negli ultimi anni. Dal 2016 non compra più pelliccia proveniente da Cina o Russia e dal 2018 non vende prodotti contenenti lana d'angora. In futuro il gruppo intende proporre esclusivamente prodotti di pelliccia ecologica e articoli le cui imbottiture sono fatte di materiali riciclati.

Le azioni contro la pelliccia continuano

L'annuncio di PKZ ci incoraggia a portare avanti le nostre campagne contro i negozi che ancora vendono pelliccia vera. Dal 2014 la LSCV ha condotto diverse azioni contro PKZ, in particolare dinanzi al suo negozio più grande, quello sito in Bahnhofstrasse a Zurigo. Le manifestazioni davanti ai negozi, la campagna di chiamate telefoniche e l'incontro con il direttore generale hanno contribuito alla decisione di PKZ di smettere di vendere pellicce. Anche se le nostre azioni necessitano di tempo per dare i loro frutti, è importante non farsi scoraggiare. Ognuna di esse contribuisce a far avanzare la causa che difendiamo.

Grazie a tutte e a tutti per il vostro sostegno!

Cogliamo l'occasione di questa vittoria per porre a voi tutti i nostri più sentiti ringraziamenti per il vostro sostegno costante. Le nostre campagne implicano anche denaro ed è grazie a voi che possiamo realizzarle. Un'enorme grazie va anche a tutti i nostri e a tutte le nostre militanti, che ci affiancano in strada, indipendentemente dalla stagione e dal meteo, per dare voce a chi non ce l'ha.

CAMPAX
make change happen

WE
CARE



WE
DON'T
WEAR

Petizione on line da firmare

Nessuna importazione di prodotti di pellicceria ottenuti infliggendo sofferenze agli animali

Indirizzata all'Assemblea federale, la petizione chiede ai nostri parlamentari di sostenere la mozione 19.4425 del consigliere nazionale Matthias Aebscher, che mira a vietare l'importazione di prodotti di pellicceria ottenuti infliggendo sofferenze agli animali. La petizione, disponibile in lingua francese, tedesca e italiana, non esiste in versione cartacea e può essere firmata esclusivamente sul sito Campax, al link seguente:
<https://act.campax.org/petitions/svizzera-senza-pellicce>

Vi preghiamo di firmarla e di condividerla con i vostri conoscenti!

NO alla nuova legge sulla caccia

Adottata nel settembre 2019 da un Parlamento federale in gran parte indifferente alle sorti degli animali, la modifica della legge sulla caccia (LCP) sarà sottoposta a referendum grazie all'azione delle organizzazioni svizzere di tutela della natura e degli animali, che intendono vietarne l'entrata in vigore.

Il 17 gennaio 2020 sono state presentate in Cancelleria federale più di 70'000 firme; di queste 58'570 sono state autenticate rispetto alle 50'000 necessarie per il lancio del referendum. Il Consiglio federale ha rinviato a data da determinare la votazione sulla revisione di questa legge prevista per il 17 maggio 2020.

NO ad una legge pro abbattimenti

Anche se la modifica legislativa contiene alcune disposizioni interessanti, come quelle sulla tutela di alcuni corridoi faunistici (territori necessari agli spostamenti della fauna selvatica) o sui nuovi piani di sviluppo nonché quelle sulla tutela di diverse specie di anatre

selvatiche, non dimentichiamo che la legge rimane concepita soprattutto da parlamentari a favore della caccia.

La legge prevede il trasferimento delle competenze in materia di specie protette dalla Confederazione ai cantoni; di conseguenza in futuro sarà possibile abbattere stambecchi e lupi su decisione dei cantoni "dopo aver consultato l'UFAM" (art. 7a, lett. a e b LCP).

Il Consiglio federale si concede inoltre la possibilità di autorizzare l'abbattimento di specie protette (art. 7a, lett. c LCP) senza l'intervento né del Parlamento né del popolo. Tali provvedimenti potranno riguardare il castoro, l'airone cenerino, il cigno reale o la lince, specie particolarmente ambite dai milieus della caccia.

Il nostro ambiente, di cui la fauna è parte integrante, deve essere protetto dagli interessi privati e dalle lobby della caccia. Quando le votazioni avranno luogo, vi invitiamo a votare NO alla revisione della legge sulla caccia.

<https://www.parlament.ch/it/ratsbetrieb/suche-curia-vista-geschaefte?AffairId=20170052>



Il Consiglio federale non intende vietare gli allevamenti intensivi

Come era prevedibile, il Consiglio federale raccomanda di respingere l'iniziativa popolare lanciata da Sentience Politics "No all'allevamento intensivo in Svizzera" poiché considera eccessiva la richiesta di inserire nella Costituzione standard di produzione biologica privati e di estenderli alle importazioni. Propone un controprogetto diretto.

Lanciata il 12 giugno 2018, l'iniziativa è stata presentata il 17 settembre 2019 con 106'125 firme valide. Mediante modifica dell'articolo 80a della Costituzione, il testo mira a proteggere la dignità animale vietando segnatamente gli allevamenti intensivi degli animali detti da reddito. La Confederazione dovrà "stabilire dei criteri per un ricovero e delle cure che siano rispettosi degli animali, l'accesso a spazi esterni, la macellazione e il numero massimo di animali ammessi per stalla" e conformarsi – almeno – alle direttive 2018 di Bio Suisse. Gli autori dell'iniziativa chiedono che la nuova norma costituzionale si applichi anche alle importazioni di animali e di prodotti di origine animale. Nella sua presa di posizione, il Consiglio



federale ritiene eccessivo iscrivere nella Costituzione gli standard di produzione biologica di Bio Suisse, dunque di diritto privato. Estendere tali standard alle importazioni sarebbe inoltre incompatibile con gli accordi commerciali firmati dalla Svizzera nonché difficile da mettere in pratica. Il Consiglio federale propone, mediante un controprogetto diretto, di modificare la norma costituzionale inserendovi dei criteri sul benessere degli animali da reddito.

Ancora una volta il Consiglio federale mette gli interessi economici al di sopra del benessere animale. La LSCV, che ha sostenuto l'iniziativa con la raccolta delle firme, respinge le argomentazioni del Consiglio federale e si impegnerà anche per sostenere la campagna di votazione. Gli allevamenti intensivi sono uno scempio ingiustificato inflitto agli animali e, in quanto tali, vanno aboliti.

<https://www.admin.ch/gov/it/pagina-iniziale/documentazione/comunicati-stampa.msg-id-77944.html>

Comunicateci i vostri cambiamenti di indirizzo

In caso di invio ad indirizzi inesatti, la posta ci fattura Fr 2.- per rinviarci i giornali. In caso di cambiamento di indirizzo, vi invitiamo cortesemente a comunicarci i nuovi dati rinviadoci il tagliando qui appresso o telefonando all'ufficio della LSCV.
LSCV, CP 148, 1226 Thônex - T : 022 349 73 37 admin@lscv.ch

Cognome :

Nuovo indirizzo

Nome :

Via :

Vecchio indirizzo

N°

Via :

NPA :

N°

Città :

NPA :

Vogliate indicare il vostro indirizzo elettronico se desiderate essere informati delle azioni della LSCV. E-mail :

Città :

Merci de nous communiquer vos changements d'adresse

En cas de mauvais adressage, les retours de journaux nous sont facturés Fr 2.- par la poste.

Lors d'un changement d'adresse, merci de nous communiquer vos nouvelles coordonnées en nous renvoyant le bulletin ci-dessous ou en appelant le bureau de la LSCV.

LSCV, CP 148, 1226 Thônex
T : 022 349 73 37 admin@lscv.ch

Nom :

Bitte teilen Sie uns Ihre Adressänderung mit

Prénom :

Bei falschen Adressen verrechnet die Post jeweils Fr. 2.- für die Rücksendung.

Bitte teilen Sie uns bei einer Adressänderung Ihre neuen Koordinaten mit, indem Sie die unten stehenden Angaben ausfüllen oder das Büro der Liga anrufen.

Ancienne adresse

Rue :

LSCV, Postfach 148, 1226 Thônex
T : 022 349 73 37 admin@lscv.ch

N°

Name :

NPA :

Vorname :

Localité :

Alte Adresse

Nouvelle adresse

Rue :

Strasse :

N°

Nr.:

NPA :

Postleitzahl :

Localité :

Ort :

Veuillez mentionner votre adresse mail si vous souhaitez être informé des actions de la LSCV. E-mail :

Neue Adresse

Localité :

Strasse :

Localité :

Nr.:

Localité :

Postleitzahl :

Ort :

Teilen Sie uns auch Ihre E-Mail-Adresse mit, wenn wir Sie über die Aktionen der Liga auf dem Laufenden halten sollen. E-Mail :